



ROGERS COMMUNICATIONS ANNONCE SES RÉSULTATS POUR LE PREMIER TRIMESTRE DE 2014

Le résultat d'exploitation ajusté du secteur Sans-fil a augmenté de 3 %, la marge bénéficiaire opérationnelle ajustée s'est accrue pour se chiffrer à 48,3 % et le taux d'attrition des abonnés aux services facturés a reculé pour s'établir à 1,20 %, alors que le passage aux forfaits économiques et simplifiés a entraîné une diminution des produits de 2 %;

Les abonnements aux services de télévision du secteur Cable ont continué de progresser, tandis que la croissance des produits a ralenti par rapport au premier trimestre de 2013 en raison des activités promotionnelles et du calendrier des modifications tarifaires;

Les produits de Media se sont accrues pour s'établir à 8 %;

Le dividende annualisé a augmenté de 5 %, passant à 1,83 \$ par action, et le coût moyen de la dette a été ramené à 5,24 % contre 5,77 % pour le premier trimestre de 2013.

TORONTO (le 21 avril 2014) – Rogers Communications Inc., l'une des premières sociétés diversifiées dans les communications et les médias au Canada, a fait connaître aujourd'hui ses résultats financiers et opérationnels consolidés non audités pour le premier trimestre clos le 31 mars 2014, conformément aux Normes internationales d'information financière (les « IFRS »).

Principaux résultats financiers

(en millions de dollars, sauf les montants par action)	Trimestres clos les 31 mars		
	2014	2013	Variation en %
Produits opérationnels	3 020 \$	3 027 \$	–
Après ajustement ¹			
Résultat d'exploitation	1 161	1 179	(2)
Résultat net	340	414	(18)
Résultat par action, de base et dilué	0,66	0,80	(18)
Flux de trésorerie disponibles ¹	356	428	(17)
Bénéfice net	307	353	(13)
Bénéfice de base par action	0,60	0,69	(13)
Bénéfice dilué par action	0,57	0,68	(16)
Entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles	408	805	(49)

¹ Les montants ajustés et les flux de trésorerie disponibles sont des mesures non conformes aux PCGR et ne devraient pas être considérés comme un substitut ou une solution de rechange aux mesures conformes aux PCGR. Ces mesures ne sont pas définies en vertu des IFRS et n'ont pas de signification normalisée et, par conséquent, leur fiabilité à des fins de comparaison avec les résultats d'autres sociétés est incertaine. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR » pour obtenir de plus amples renseignements au sujet de ces mesures et sur la façon dont nous les calculons.

« Au cours du premier trimestre, nous fait une acquisition de choix, soit celle visant le spectre de 700 MHz, qui nous permet de fournir à nos clients une expérience sans fil inégalée, continuant ainsi sur la lancée de la transaction sans précédent que nous avons conclue avec la LNH à la fin de 2013 relativement aux droits de diffusion, a affirmé Guy Laurence, président et chef de la direction de Rogers Communications Inc. Nous avons réalisé ces investissements à long terme stratégiques tout en conservant un bilan de qualité supérieure. »

« Je me suis entretenu avec des milliers de clients, de parties prenantes et d'employés dans tout le pays au cours des trois derniers mois, a ajouté M. Laurence. J'ai constaté que plusieurs occasions s'offrent à nous en ce qui a trait à l'amélioration du rendement de nos activités et de notre expérience client au fil du temps. Comme en témoignent nos résultats pour le premier trimestre, nous sommes vigoureux dans certains domaines, mais il y a clairement certains aspects que nous devons améliorer et nous le ferons. Au cours des prochaines semaines, je rencontrerai le conseil d'administration ainsi que l'équipe de direction afin d'exposer mon plan et mes priorités pour l'avenir. Je demeure très enthousiaste des perspectives qui s'offrent à Rogers. »

Faits saillants trimestriels

Produits opérationnels

- Les produits opérationnels consolidés ont légèrement fléchi par rapport au premier trimestre de 2013, en raison d'un recul de 2 % des produits tirés de Sans-fil, compensé par la croissance enregistrée dans les secteurs Solutions d'Affaires (en hausse de 1 %) et Media (en hausse de 8 %). La baisse enregistrée par le secteur Sans-fil avait essentiellement trait à des modifications tarifaires liées aux nouveaux forfaits économiques et simplifiés ainsi qu'aux nouveaux forfaits d'itinérance à tarif réduit introduits au milieu de 2013. Les produits de Cable sont demeurés stables, puisque la croissance soutenue des produits tirés des services d'accès Internet a été contrebalancée par la réduction du nombre d'abonnés, les activités promotionnelles et le calendrier des modifications tarifaires.
- Les produits tirés des services de transmission des données sans fil ont augmenté de 10 %, dépassant pour la première fois les produits tirés des services de transmission de la voix et représentant maintenant 51 % du total des produits tirés des réseaux. Rogers a activé 579 000 téléphones intelligents, dont 30 % sont de nouveaux abonnés, alors que les utilisateurs de téléphones intelligents, qui sont des clients à rentabilité élevée, représentent désormais 76 % des abonnés aux services facturés de Sans-fil.
- Les pertes d'abonnés aux services de câble de base ont ralenti en regard du quatrième trimestre de 2013 et d'un exercice à l'autre, la réduction s'établissant à 20 000.

Résultat d'exploitation ajusté et bénéfice net

- Le léger recul du résultat d'exploitation ajusté consolidé s'explique par les augmentations enregistrées par les secteurs Sans-fil (en hausse de 3 %) et Solutions d'Affaires (en hausse de 22 %), lesquelles ont été contrebalancées par les baisses de 5 % dans le secteur Cable et de 17 millions de dollars dans Media. Les résultats de Cable ont subi l'incidence défavorable de la hausse des investissements dans le service à la clientèle et des coûts supplémentaires liés à Mountain Cable, tandis que les résultats de Media ont été défavorablement touchés par une hausse des coûts de programmation, du coût des marchandises eu égard à The Shopping Channel et des coûts liés au lancement de Next Issue Canada. En outre, les résultats de Cable et de Media en 2013 ont été avantageés par les ajustements non récurrents liés aux droits de licence de la partie II du CRTC.
- La baisse du résultat net ajusté et du résultat par action ajusté est essentiellement imputable aux dotations aux amortissements et aux charges financières plus élevées ainsi qu'à l'incidence du résultat d'exploitation ajusté dont il a été question ci-dessus. Le bénéfice net et le bénéfice dilué par action ont respectivement reculé de 13 % et de 16 % par rapport au premier trimestre de 2013.

Amélioration des réseaux de pointe afin de monétiser la croissance rapide des données

- Rogers a obtenu un spectre de choix composé de deux blocs contigus de 12 MHz dans la bande inférieure de 700 MHz, qui dessert la grande majorité de la population canadienne pour 3,29 milliards de dollars. Ce spectre de premier ordre était le plus convoité et Rogers a participé aux enchères expressément pour l'obtenir et ainsi pouvoir l'offrir à ses clients. L'investissement en trésorerie cadrait avec les transactions relatives au spectre de 700 MHz conclues récemment aux États-Unis.
- Rogers a déployé le spectre de 700 MHz nouvellement acquis et a commencé à offrir à ses clients de certaines collectivités de Vancouver, de Calgary et de Toronto l'expérience sans fil par excellence par l'entremise de son réseau LTE en émettant des signaux au plus profond des sous-sols, des ascenseurs et des bâtiments aux murs de béton.
- Au chapitre des centres de données, Rogers a étendu ses activités dans 15 emplacements à l'échelle nationale, Solutions d'Affaires ayant inauguré le premier centre de données certifié de niveau III en Alberta grâce auquel les clients d'affaires reçoivent des services de transmission de données sécuritaires et fiables.

Une expérience client enrichie grâce à une gamme de produits et à un contenu sportif de qualité supérieure

- Lancement de Rogers Express, programme de rehaussement anticipé des appareils sans fil, qui permet aux abonnés de forfaits de deux ans d'obtenir, moyennant des frais mensuels, un nouvel appareil supérieur chaque année pour 0 \$, sans frais de rehaussement anticipé ni frais de connexion.
- Rogers a donné le coup d'envoi à des troussees sans fil simplifiées pour les voyages internationaux qui permettent aux clients d'utiliser les services de transmission de la voix, de messagerie texte et de données grâce à une trousse voyage tout compris. La Société propose également un tarif quotidien pour les données seulement à l'intention des clients qui voyagent à l'étranger et qui souhaitent uniquement l'accès Internet sans fil.
- Rogers a lancé le portefeuille mobiXpress^{MC}, une nouvelle application qui permet aux clients d'utiliser leur téléphone intelligent pour enregistrer de façon sûre les cartes de paiement admissibles sur leur téléphone intelligent et d'effectuer des paiements auprès de dizaines de milliers de détaillants partout au pays.
- Suivant la transaction sans précédent que nous avons conclu avec la LNH relativement aux droits de diffusion, Rogers a dévoilé les présentateurs qui couvriront toute la programmation de hockey, y compris *Hockey Night in Canada*, à savoir George Stroumboulopoulos, Daren Millard et Jeff Marek, ainsi que Don Cherry et Ron MacLean, qui demeureront en poste. Cette équipe d'étoiles présentera un nombre accru de matchs et offrira plus de choix aux amateurs, notamment les séries éliminatoires de la LNH, la finale de la Coupe Stanley, *Hometown Hockey* chaque dimanche soir, plus de 500 matchs de la saison régulière diffusés sur 13 réseaux et un contenu étendu concernant la LNH sur tous les canaux de diffusion et plateformes sans fil et numériques de Rogers ainsi que dans toutes ses publications imprimées.
- Rogers a annoncé la prolongation de son partenariat avec la Ligue canadienne de hockey (la « LCH ») pour une période de 12 ans, ce qui fait de Rogers le diffuseur exclusif des matchs de la LCH et de la Coupe Memorial au Canada, y compris les droits visant leur présentation en ligne et sur les appareils mobiles, et ce, jusqu'à la saison 2025-2026.
- MLB Network, une chaîne en ondes 24 heures sur 24 vouée au baseball, a été lancée pour la première fois au Canada par l'entremise du service de câble numérique de Rogers. Parallèlement, Sportsnet a confirmé la prorogation pour une durée de huit ans de ses droits de diffusion multiplateformes consentis par MLB Properties et MLB Advanced Media pour la diffusion en direct des matchs ainsi que des faits saillants de ceux-ci au Canada.
- Rogers a mis en branle FXX, chaîne émanant de FX Canada, dont la programmation s'adresse à une clientèle plus jeune. FXX présentera des séries originales de FX, des films et séries acquis, ainsi que des émissions originales canadiennes.

Le bilan demeure solide et la disponibilité des liquidités, excellente

- Pour le trimestre, les flux de trésorerie disponibles consolidés se sont élevés à 356 millions de dollars, alors que les entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles se sont chiffrées à 408 millions de dollars.
- Rogers a émis des titres d'emprunt pour un montant de 2,1 milliards de dollars à des taux d'intérêt historiquement bas pour la Société, se composant d'un montant de 250 millions de dollars de billets de premier rang à taux variable dont l'échéance est de trois ans, d'un montant de 400 millions de dollars de billets de premier rang à 2,80 % dont l'échéance est de cinq ans, d'un montant de 600 millions de dollars de billets de premier rang à 4,00 % dont l'échéance est de dix ans et d'un montant de 750 millions de dollars américains (832 millions de dollars canadiens) à 5,00 % dont l'échéance est de 30 ans.
- Rogers a remboursé ou racheté des billets de premier rang d'un montant de 750 millions de dollars américains à 6,375 % échéant en 2014 ainsi que des billets de premier rang d'un montant de 350 millions de dollars américains à 5,50 % échéant en 2014.
- Au 31 mars 2014, Rogers avait des liquidités disponibles totalisant 4,4 milliards de dollars composées de fonds en caisse de 2,2 milliards de dollars, d'un solde de 2,0 milliards de dollars au titre de la facilité de crédit bancaire et d'un solde de 0,2 milliard de dollars disponible aux termes du programme de titrisation des débiteurs.

Trésorerie versée aux actionnaires

- Avec prise d'effet le 4 avril 2014, le dividende a augmenté de 5 % s'établissant à 1,83 \$ par action, payable en versements trimestriels de 0,4575 \$ par action.

Mesures non conformes aux PCGR

Des mesures non conformes aux PCGR sont contenues dans le présent communiqué sur les résultats financiers, notamment le résultat d'exploitation ajusté, le résultat net ajusté, le résultat par action de base ajusté, le résultat par action dilué ajusté, la dette nette ajustée et les flux de trésorerie disponibles. Ces mesures sont des mesures non conformes aux PCGR et ne devraient pas être considérées comme un substitut ou une solution de rechange aux mesures conformes aux PCGR; elles ne sont pas définies en vertu des IFRS et n'ont pas de signification normalisée et, par conséquent, leur fiabilité à des fins de comparaison avec les résultats d'autres sociétés est incertaine. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR » du rapport de gestion pour le premier trimestre de 2014 qui suit pour obtenir de plus amples renseignements au sujet de ces mesures et sur la façon dont nous les

RAPPORT DE GESTION

Le présent rapport de gestion présente de l'information importante au sujet de nos activités et de notre performance pour le premier trimestre de l'exercice 2014.

Le présent rapport de gestion doit être lu en parallèle avec nos états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités et les notes y afférentes pour le premier trimestre de 2014, préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (les « IFRS »), avec notre rapport de gestion annuel 2013 et nos états financiers consolidés annuels 2013 audités et les notes y afférentes, ainsi qu'avec les autres documents récents déposés auprès des autorités en valeurs mobilières canadiennes et américaines et publiés sur SEDAR, à www.sedar.com ou sur EDGAR, à www.sec.gov.

Tous les montants présentés sont en dollars canadiens, sauf indication contraire. Toutes les variations en pourcentage sont calculées en fonction de nombres arrondis, tels qu'ils sont présentés dans les tableaux. L'information présentée est datée du 21 avril 2014 et a été revue par le comité d'audit de notre conseil d'administration. Le présent rapport de gestion contient des énoncés prospectifs et des hypothèses. Il y a lieu de se reporter à la rubrique intitulée « À propos des énoncés prospectifs » pour obtenir de plus amples renseignements.

Les termes « nous », « notre », « nos », « Rogers », « Rogers Communications » et « la Société » désignent Rogers Communications Inc. et ses filiales. Le terme « RCI » s'entend de l'entité juridique Rogers Communications Inc., à l'exclusion de nos filiales. RCI détient également des participations dans divers placements et entreprises.

Quatre secteurs opérationnels

Nous présentons nos résultats opérationnels selon les quatre secteurs suivants :

Sans-fil	Activités de télécommunications sans fil destinées aux entreprises et aux consommateurs canadiens.
Cable	Activités de télécommunications par câble, y compris les services de télévision, d'accès Internet et de téléphonie par câble pour les entreprises et les consommateurs canadiens.
Solutions d'Affaires	Connectivité réseau offerte au moyen de nos actifs liés au réseau de fibre optique afin de prendre en charge un éventail de services de transmission de la voix et des données, de réseau, de centres de données et d'infonuagique aux entreprises canadiennes de moyenne et grande envergure et aux administrations gouvernementales et autres entreprises de télécommunications.
Media	Portefeuille diversifié de propriétés de médias qui comprend des activités de télédiffusion, de radiodiffusion, de médias numériques, d'achat multiplateforme, d'édition et de divertissement et médias sportifs.

Sans-fil, Cable et Solutions d'Affaires sont exploités par Rogers Communications Partnership et nos autres filiales en propriété exclusive. Le secteur Media est exploité par notre filiale en propriété exclusive Rogers Media Inc. et ses filiales.

Table des matières

Résultats financiers consolidés	6	Prévisions financières.....	27
Résultats de nos secteurs opérationnels.....	8	Indicateurs clés de performance.....	27
Analyse du bénéfice net consolidé.....	15	Mesures non conformes aux PCGR	28
Gestion de nos liquidités et de nos ressources financières	19	Information additionnelle.....	31
Situation financière	22	À propos des énoncés prospectifs	33
Gestion des risques financiers	23	À propos de Rogers Communications Inc.....	34
Évolution de la réglementation	25	Conférence téléphonique trimestrielle à l'intention de la	
Mise à jour sur les risques et les incertitudes	25	communauté financière	35
Estimations et méthodes comptables critiques.....	27	Renseignements additionnels.....	35

Résultats financiers consolidés

(en millions de dollars, sauf les montants par action)	Trimestres clos les 31 mars		
	2014	2013	Variation en %
Produits opérationnels			
Sans-fil	1 727 \$	1 760 \$	(2)
Cable	860	861	–
Solutions d’Affaires	94	93	1
Media	367	341	8
Éléments relevant du siège social et éliminations intersociétés	(28)	(28)	–
Produits opérationnels	3 020	3 027	–
Résultat d’exploitation ajusté			
Sans-fil	790	765	3
Cable	409	429	(5)
Solutions d’Affaires	28	23	22
Media	(24)	(7)	n.s.
Éléments relevant du siège social et éliminations intersociétés	(42)	(31)	35
Résultat d’exploitation ajusté¹	1 161	1 179	(2)
Marge bénéficiaire opérationnelle ajustée	38,4 %	38,9 %	
Bénéfice net	307	353	(13)
Bénéfice dilué par action	0,57	0,68	(16)
Résultat net ajusté¹	340	414	(18)
Résultat par action dilué ajusté ¹	0,66	0,80	(18)
Entrées d’immobilisations corporelles	488 \$	464 \$	5
Flux de trésorerie disponibles ¹	356	428	(17)
Entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles	408	805	(49)

¹ Le résultat d’exploitation ajusté, le résultat net ajusté, le résultat par action dilué ajusté et les flux de trésorerie disponibles sont des mesures non conformes aux PCGR et ne devraient pas être considérés comme un substitut ou une solution de rechange aux mesures conformes aux PCGR. Ces mesures ne sont pas définies en vertu des IFRS et n’ont pas de signification normalisée et, par conséquent, elles ne sont pas nécessairement comparables à des mesures similaires présentées par d’autres sociétés. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR » pour obtenir de plus amples renseignements au sujet de ces mesures et sur la façon dont nous les calculons.

n.s. : non significatif

Principales variations des résultats financiers par rapport à 2013

(en millions de dollars)	Trimestre clos le 31 mars	Se reporter à la page
<i>Variation des produits opérationnels – augmentation (diminution) :</i>		
Produits tirés des réseaux – Sans-fil	(47) \$	9
Ventes de matériel – Sans-fil	14	9
Cable	(1)	11
Solutions d’Affaires	1	13
Media	26	13
Diminution des produits opérationnels par rapport à ceux de 2013	(7)	
<i>Variation du résultat d’exploitation ajusté – augmentation (diminution) :</i>		
Sans-fil	25	10
Cable	(20)	12
Solutions d’Affaires	5	13
Media	(17)	14
Éléments relevant du siège social et éliminations intersociétés	(11)	
Diminution du résultat d’exploitation ajusté¹ par rapport à celui de 2013	(18)	
Diminution de la charge de rémunération fondée sur des actions	53	15
Hausse des amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	(69)	16
Augmentation des charges financières	(44)	16
Augmentation de l’impôt sur le résultat	32	17
Variation du bénéfice net par rapport à celui de 2013	(46)	

¹ Le résultat d’exploitation ajusté est une mesure non conforme aux PCGR et ne doit pas être considéré comme un substitut ou une solution de rechange aux mesures conformes aux PCGR. Cette mesure n’est pas définie en vertu des IFRS et n’a pas de signification normalisée et, par conséquent, sa fiabilité à des fins de comparaison avec les résultats d’autres sociétés est incertaine. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR » pour obtenir de plus amples renseignements au sujet de cette mesure, y compris la façon dont nous la calculons

Produits opérationnels

Les produits tirés des réseaux de Sans-fil ont reculé au cours du trimestre considéré comparativement à ceux du trimestre correspondant de l’exercice précédent essentiellement en raison de l’introduction en 2013 de forfaits d’itinérance moins coûteux et de modifications apportées à la tarification au cours du dernier exercice essentiellement imputables à nos forfaits simplifiés.

Les produits opérationnels de Cable pour le trimestre visé sont demeurés stables par rapport à la période correspondante de l’exercice précédent, principalement en raison du fait que la croissance des produits tirés des services d’accès Internet a été contrebalancée par un recul des produits tirés des services de télévision et de téléphonie, par la réduction du nombre d’abonnés aux services de télévision et par un environnement de tarification plus concurrentiel qu’au cours de l’exercice précédent.

Les produits opérationnels de Solutions d’Affaires pour le trimestre considéré sont demeurés stables par rapport à ceux de la période correspondante de l’exercice précédent, alors que la croissance soutenue des services de prochaine génération sur réseaux possédés et que la hausse des produits tirés des nouveaux centres de données ont été contrebalancées par le recul des produits tirés des activités traditionnelles et par les ventes non fréquentes de matériel en 2013.

Les produits opérationnels de Media ont augmenté au cours du trimestre considéré par rapport à ceux de la période correspondante de l’exercice précédent, essentiellement en raison de la croissance des produits de Sportsnet et de la hausse des ventes de The Shopping Channel.

Résultat d’exploitation ajusté

Le résultat d’exploitation ajusté de Sans-fil s’est accru au cours du trimestre considéré comparativement à la période correspondante de l’exercice précédent, essentiellement en raison de la baisse des volumes de vente de téléphones intelligents subventionnés, d’une subvention moins élevée par appareil et de mesures en matière de gestion des coûts et de productivité mises en place au sein des divers secteurs, facteurs contrebalancés en partie par le recul des produits tirés des réseaux susmentionnés.

Le résultat d’exploitation ajusté de Cable a reculé au cours du trimestre visé comparativement à la période correspondante de l’exercice précédent en raison de l’augmentation des dépenses liées au service à la clientèle et au réseau. Par ailleurs, le secteur Cable a bénéficié en 2013 d’un ajustement non récurrent de 8 millions de dollars aux honoraires liés aux licences à payer, lequel a été effectué pour concorder avec la période de facturation du CRTC.

Le résultat d'exploitation ajusté de Media a reculé au cours du trimestre considéré par rapport à celui de la période correspondante de l'exercice précédent, la hausse des produits opérationnels de Media ayant été plus que contrebalancée par la hausse des coûts de production et de programmation télévisuelle et sportive et par le rétrécissement des marges réalisées sur les produits par The Shopping Channel, ainsi que par les coûts de démarrage associés au lancement de Next Issue Canada.

Résultats de nos secteurs opérationnels

SANS-FIL

Résultats financiers

(en millions de dollars, sauf les pourcentages)	Trimestres clos les 31 mars		
	2014	2013	Variation en %
Produits opérationnels			
Produits tirés des réseaux	1 636 \$	1 683 \$	(3)
Ventes de matériel	91	77	18
Produits opérationnels	1 727	1 760	(2)
Charges opérationnelles			
Coût du matériel ¹	(297)	(349)	(15)
Autres charges opérationnelles	(640)	(646)	(1)
	(937)	(995)	(6)
Résultat d'exploitation ajusté	790 \$	765 \$	3
Marge bénéficiaire opérationnelle ajustée exprimée en pourcentage des produits tirés des réseaux	48,3 %	45,5 %	
Entrées d'immobilisations corporelles	181 \$	239 \$	(24)

¹ Le coût du matériel comprend le coût des ventes de matériel et les subventions directes pour les chaînes.

Sommaire des résultats d'abonnement ^{1, 2}

(en milliers pour les données sur les abonnés, sauf les PMPA et les taux d'attrition)	Trimestres clos les 31 mars		
	2014	2013	Variation
Services facturés			
Ajouts bruts d'abonnés	293	319	(26)
Ajouts nets d'abonnés	2	32	(30)
Total des abonnés aux services facturés	8 076	7 878	198
Attrition mensuelle	1,20 %	1,22 %	(0,02 pts)
Produits moyens par abonné (« PMPA »)	65,20 \$	68,56 \$	(3,36) \$
Services prépayés			
Ajouts bruts d'abonnés	76	118	(42)
Réductions nettes d'abonnés	(73)	(93)	20
Total des abonnés aux services prépayés	1 356	1 498	(142)
Attrition mensuelle	3,55 %	4,48 %	(0,93 pts)
PMPA	13,84 \$	14,63 \$	(0,79) \$
PMPA mixtes	57,63 \$	59,68 \$	(2,05) \$

¹ Compte non tenu des abonnés à nos services de téléphonie sans fil résidentielle.

² Les PMPA, le nombre d'abonnés et le taux d'attrition constituent des indicateurs clés de performance. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Indicateurs clés de performance ».

Recul des produits tirés des réseaux au cours du trimestre imputable aux modifications apportées à la tarification et aux forfaits d'itinérance

Les produits tirés des réseaux ont reculé au cours du trimestre par rapport à l'exercice précédent. Cette baisse découle de l'incidence nette des éléments suivants :

- l'adoption soutenue de forfaits à tarification simple et économique, qui regroupent souvent certaines fonctionnalités comme la boîte vocale, l'afficheur et les appels interurbains au pays que nous facturions séparément auparavant;
- le lancement à la mi-exercice 2013 de nos nouveaux forfaits d'itinérance aux États-Unis et d'itinérance internationale à tarifs réduits et de tarifs offrant une plus grande valeur aux consommateurs;
- partiellement compensés par la hausse des produits tirés de la transmission des données découlant de l'augmentation du nombre d'abonnés aux services facturés et de l'utilisation accrue des services de transmission de données sans fil.

Les produits tirés des services de transmission des données ont connu une hausse de 10 % au cours du trimestre par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent, laquelle est attribuable en grande partie à la pénétration soutenue et à l'utilisation croissante des téléphones intelligents, des tablettes et des cartes sans fil de transmission de données sur portables, ce qui accroît l'utilisation du courriel, de l'accès Internet sans fil, de la messagerie texte, ainsi que d'autres services sans fil de transmission des données. Les produits tirés des services de transmission des données ont excédé les produits tirés des services de transmission de la voix pour la première fois au cours du trimestre considéré, représentant environ 51 % du total des produits tirés des réseaux, contre environ 45 % pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Compte non tenu de la baisse des produits tirés des services d'itinérance au cours du trimestre par rapport à ceux du trimestre correspondant de l'exercice précédent, les produits tirés des réseaux auraient été à peu de chose près stables et ceux tirés des services de transmission des données auraient augmenté de 16 %.

Le taux d'attrition des services facturés s'est amélioré pour s'établir à 1,20 % pour le trimestre considéré, contre 1,22 % à la période correspondante de 2013. Nous sommes d'avis que l'amélioration du taux d'attrition est attribuable en partie aux nouveaux forfaits simplifiés et aux forfaits d'itinérance à valeur ajoutée que nous avons présentés.

Les ajouts bruts d'abonnés aux services facturés se sont chiffrés à 293 000 au cours du trimestre, soit 8 % de moins que ceux de la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui a entraîné une baisse du nombre d'ajouts nets d'abonnés aux services facturés, pour les porter à 2 000, et ce, en dépit du taux d'attrition moindre des abonnés aux services facturés. Le passage du secteur de contrats de trois ans à des contrats de deux ans en raison de la récente adoption par le Conseil de radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (« CRTC ») du Code sur les services sans fil semble avoir ralenti la croissance du nombre d'abonnés aux services sans fil au cours des trois derniers trimestres.

Nous avons procédé à la mise en service et au rehaussement d'environ 579 000 téléphones intelligents au cours du trimestre, contre environ 673 000 téléphones pour la même période de 2013. Le recul est essentiellement imputable à une baisse de 14 % des rehaussements d'appareils par les abonnés existants au cours du trimestre qui, à notre avis, découle partiellement du passage de contrats de trois ans à des contrats de deux ans et des modifications tarifaires en résultant.

Le pourcentage d'utilisateurs de téléphones intelligents s'est accru au cours du trimestre pour s'établir à 76 % du total de nos abonnés aux services facturés, contre 71 % à l'exercice 2013. Les utilisateurs de téléphones intelligents génèrent habituellement des PMPA grandement supérieurs et présentent un taux d'attrition moindre.

Hausse des ventes de matériel

Les produits tirés des ventes de matériel se sont accrus au cours du trimestre considéré, essentiellement en raison de la proportion d'appareils plus dispendieux dans la composition des téléphones intelligents mis en service, facteur partiellement contrebalancé par la baisse du nombre d'abonnés existants rehaussant leur appareil et par un nombre brut d'activations moindre.

Diminution des charges opérationnelles

Le coût des ventes de matériel a reculé de 15 % au cours du trimestre comparativement à celui de la période correspondante de l'exercice précédent, principalement en raison du fait que 14 % de moins d'abonnés existants ont procédé à un rehaussement de leurs appareils et qu'il y a eu un nombre brut d'activations inférieur de 8 %, comme indiqué ci-dessus.

Les charges de fidélisation totales, y compris les subventions aux rehaussements des appareils, se sont chiffrées à 212 millions de dollars au cours du trimestre considéré, contre 247 millions de dollars pour la période correspondante de 2013. Cette baisse tient en grande partie du fait que 14 % de moins d'abonnés existants ont rehaussé leurs appareils.

Les autres charges opérationnelles, compte non tenu des charges de fidélisation, ont reculé de 2 % au cours du trimestre considéré grâce aux efforts soutenus déployés à l'égard des mesures de gestion des coûts et de productivité que nous mettons en place dans diverses fonctions.

Augmentation du résultat d'exploitation ajusté

Le résultat d'exploitation ajusté a augmenté de 3 % au cours du trimestre visé comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent en raison :

- de la croissance soutenue des services de transmission de données sans fil;
- des améliorations que nous avons apportées au chapitre de la gestion des coûts et de l'efficacité;
- de la baisse des volumes de ventes et de rehaussements de matériel;
- facteurs contrebalancés en partie par la baisse des produits tirés des réseaux.

CABLE

Résultats financiers

(en millions de dollars, sauf les pourcentages)	Trimestres clos les 31 mars		
	2014	2013 ¹	Variation en %
Produits opérationnels			
Services de télévision	431 \$	458 \$	(6)
Services d'accès Internet	305	277	10
Services de téléphonie	121	123	(2)
Produits tirés des services	857	858	–
Ventes de matériel	3	3	–
Produits opérationnels	860	861	–
Charges opérationnelles			
Coût du matériel	(2)	(2)	–
Autres charges opérationnelles	(449)	(430)	4
	(451)	(432)	4
Résultat d'exploitation ajusté	409 \$	429 \$	(5)
Marge bénéficiaire opérationnelle ajustée	47,6 %	49,8 %	
Entrées d'immobilisations corporelles	251 \$	181 \$	39

¹ Les résultats opérationnels de Mountain Cable sont exclus des résultats opérationnels de Cable, Mountain Cable ayant été acquise le 1^{er} mai 2013.

Résultats d'abonnement ¹

(en milliers pour les données sur les abonnés)	Trimestres clos les 31 mars		
	2014	2013	Variation
Foyers branchés	3 990	3 828	162
Services de télévision			
Réductions nettes d'abonnés	(20)	(25)	5
Nombre total d'abonnés aux services de télévision ²	2 107	2 189	(82)
Services d'accès Internet			
Ajouts nets d'abonnés	20	26	(6)
Nombre total d'abonnés aux services d'accès Internet ²	1 981	1 890	91
Services de téléphonie			
Ajouts nets d'abonnés	10	17	(7)
Nombre total d'abonnés aux services de téléphonie ²	1 163	1 091	72
Nombre total d'abonnés^{2, 3}			
Ajouts nets	10	18	(8)
Nombre total d'abonnés	5 251	5 170	81

¹ Le nombre d'abonnés est un indicateur clé de performance. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Indicateurs clés de performance ».

² Le 1^{er} mai 2013, nous avons acquis 40 000 abonnés aux services de télévision, 38 000 foyers abonnés aux services de câble numériques, 34 000 abonnés aux services d'accès Internet haute vitesse par câble et 37 000 abonnés aux services de téléphonie par câble dans le cadre de notre acquisition de Mountain Cable. L'acquisition a en outre fait croître le nombre de foyers branchés de 59 000 unités.

³ Comprend les abonnés aux services de télévision, d'accès Internet et de téléphonie.

Produits opérationnels

Dans l'ensemble, les produits de Cable sont demeurés stables pour le trimestre à l'étude par rapport au premier trimestre de l'exercice précédent, faisant état de l'incidence nette des éléments suivants :

- la croissance soutenue des abonnés à nos services d'accès Internet et de téléphonie;
- l'acquisition de Mountain Cable en mai 2013;
- annulées par des réductions du nombre d'abonnés aux services de télévision et les rabais connexes à des fins de fidélisation.

Baisse des produits tirés des services de télévision

Les produits tirés des services de télévision ont reculé au cours du trimestre considéré en raison des facteurs suivants :

- la réduction du nombre d'abonnés aux services de télévision d'un exercice à l'autre (bien que les pertes aient ralenti au cours du trimestre considéré);
- l'incidence des activités promotionnelles et de la tarification visant la fidélisation en lien avec l'intensification de la concurrence en ce qui concerne la télévision payante en raison des offres de télévision IP;
- le moment de l'application des changements de tarification;
- partiellement contrebalancées par l'acquisition de Mountain Cable.

Le nombre d'abonnés aux services de câble numériques représentait 85 % du total de nos abonnés aux services de télévision à la fin du trimestre, contre 81 % au 31 mars 2013. Nous sommes d'avis que la plus grande offre de chaînes numériques, la vidéo sur demande, la TVHD et les EVP, alliés à l'initiative en cours de conversion des services analogiques aux services numériques, continuent de soutenir la croissance constante du nombre d'abonnés aux services de câble numériques, en pourcentage du nombre total d'abonnés aux services de télévision.

Hausse des produits et du nombre d'abonnés des services d'accès Internet

Les produits tirés des services d'accès Internet ont crû de 10 % au cours du trimestre considéré par rapport à ceux de l'exercice précédent, rendant compte de l'incidence nette de l'augmentation du nombre d'abonnés aux services d'accès Internet ainsi que de la migration générale vers des services offrant des vitesses et des capacités supérieures, de même que des modifications tarifaires apportées aux services d'accès Internet.

Nos abonnés aux services d'accès Internet sont maintenant au nombre d'environ 2,0 millions et la pénétration atteint :

- 94 % de nos abonnés aux services de télévision, contre 86 % au 31 mars 2013;
- 50 % des foyers branchés à notre réseau de câblodistribution, contre 49 % au 31 mars 2013.

Baisse des produits et du nombre d'abonnés des services de téléphonie par câble

Les produits tirés des services de téléphonie ont reculé de 2 % au cours du trimestre considéré comparativement au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette diminution fait état de l'incidence nette des éléments suivants :

- augmentation des activités promotionnelles visant les forfaits groupés destinés aux nouveaux abonnés;
- contrebalancée en partie par l'augmentation du nombre d'abonnés aux services de téléphonie.

Au cours du trimestre considéré, les abonnés au service de téléphonie étaient 7 % plus nombreux qu'au trimestre correspondant de l'exercice précédent et représentaient :

- 55 % de nos abonnés aux services de télévision, comparativement à 50 % en 2013;
- 29 % des foyers branchés à notre réseau de câblodistribution, tout comme à l'exercice précédent.

Augmentation des charges opérationnelles

Les charges opérationnelles ont connu une hausse de 4 % au cours du trimestre considéré comparativement à celles de l'exercice précédent, principalement en raison :

- d'un ajustement positif non récurrent au premier trimestre de 2013 de 8 millions de dollars aux honoraires liés aux licences à payer, lequel a été effectué pour concorder avec la période de facturation du CRTC;
- de la hausse des investissements dans le service à la clientèle et des coûts d'entretien des réseaux liés aux conditions météorologiques;
- des coûts supplémentaires liés à Mountain Cable, acquise en mai 2013;
- partiellement contrebalancés par diverses mesures visant l'efficacité et une hausse de la productivité.

Recul du résultat d'exploitation ajusté

Le résultat d'exploitation ajusté a reculé de 5 % au trimestre considéré comparativement à celui du trimestre correspondant de l'exercice précédent, essentiellement en raison de l'incidence nette de produits tirés des services qui ont été stables par rapport à ceux de l'exercice précédent et de charges opérationnelles en hausse, comme susmentionné.

SOLUTIONS D'AFFAIRES

Résultats financiers

(en millions de dollars, sauf les pourcentages)	Trimestres clos les 31 mars		
	2014	2013 ¹	Variation en %
Produits opérationnels			
Activités de prochaine génération	64 \$	44 \$	45
Activités traditionnelles	29	40	(28)
Produits tirés des services	93	84	11
Ventes de matériel	1	9	(89)
Produits opérationnels	94	93	1
Charges opérationnelles	(66)	(70)	(6)
Résultat d'exploitation ajusté	28 \$	23 \$	22
Marge bénéficiaire opérationnelle ajustée	29,8 %	24,7 %	
Entrées d'immobilisations corporelles	26 \$	15 \$	73

¹ Les résultats opérationnels de Blackiron et de Pivot Data Centres sont exclus des résultats opérationnels puisque ces sociétés ont été acquises le 17 avril 2013 et le 1^{er} octobre 2013, respectivement.

Le secteur Solutions d'Affaires continue de mettre surtout l'accent sur les services IP de prochaine génération et vise à offrir davantage de services à marge supérieure à partir des réseaux possédés ou proches pour accroître, au moyen des installations de réseau existantes, sa prestation de services aux moyennes et grandes entreprises, aux entités du secteur public et aux entreprises de télécommunications. En raison des récentes acquisitions de centres de données, Solutions d'Affaires se concentre à l'heure actuelle sur la cooccupation, l'hébergement, l'infonuagique et les services de reprise après sinistre pour centres de données. Les services de prochaine génération représentent désormais 69 % du total des produits tirés des services. Les produits tirés des services traditionnels hors réseau à marge inférieure incluent habituellement des services de transmission de la voix locaux et interurbains et les services traditionnels de transmission des données qui utilisent souvent des installations louées plutôt que détenues.

Augmentation des produits opérationnels

Les produits tirés des services ont augmenté de 11 % au cours du trimestre considéré par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent, rendant compte de l'incidence nette des éléments suivants :

- croissance attribuable aux acquisitions de Blackiron et de Pivot Data Centres en 2013;
- poursuite de la mise en œuvre de notre plan visant à accroître les produits tirés des services IP à marge supérieure à partir des réseaux possédés et de prochaine génération;
- facteurs partiellement contrebalancés par la poursuite du déclin des services traditionnels de transmission de la voix et des données, une tendance qui devrait se poursuivre alors que nous concentrons nos activités sur les occasions que présentent les réseaux possédés et que les clients se tournent vers des services IP plus rapides et fiables.

Les ventes de matériel ont reculé au cours du trimestre considéré, étant donné que le premier trimestre de 2013 comprenait une vente de matériel non récurrente.

Diminution des charges opérationnelles

Les charges opérationnelles ont connu une baisse de 6 % pour le trimestre considéré par rapport à celles de la période correspondante de 2013, rendant compte de l'incidence nette des éléments suivants :

- la baisse prévue des coûts liés aux services traditionnels attribuable au recul des volumes et du nombre de clients ainsi qu'à des mesures continues mises en place pour améliorer les coûts et la productivité;
- la hausse des coûts des ventes de matériel en 2013 associée à une vente de matériel non récurrente;
- contrebalancées en partie par la hausse des charges découlant de nos acquisitions de centres de données.

Augmentation du résultat d'exploitation ajusté

Le résultat d'exploitation ajusté a connu une hausse de 22 % au cours du trimestre considéré par rapport à celui de la période correspondante de l'exercice précédent grâce à l'apport des nouveaux centres de données, à la croissance soutenue des services de prochaine génération et des services sur réseaux possédés à marge plus élevée et à des gains d'efficacité et de productivité.

MEDIA

Résultats financiers

(en millions de dollars, sauf les pourcentages)	Trimestres clos les 31 mars		
	2014	2013 ¹	Variation en %
Produits opérationnels	367 \$	341 \$	8
Charges opérationnelles	(391)	(348)	12
Résultat d'exploitation ajusté	(24) \$	(7) \$	n.s.
Marge bénéficiaire (déficitaires) opérationnelle ajustée	(6,5) %	(2,1) %	
Entrées d'immobilisations corporelles	14 \$	11 \$	27

¹ Les résultats opérationnels de Sportsnet 360 (auparavant theScore) sont exclus des résultats opérationnels, theScore ayant été acquise le 30 avril 2013. n.s. : non significatif

Augmentation des produits opérationnels

Les produits opérationnels ont crû de 8 % au cours du trimestre considéré par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent, essentiellement en raison :

- de la hausse des produits tirés des abonnements et de la publicité générés par les propriétés de Sportsnet, y compris l'augmentation attribuable à l'acquisition de Sportsnet 360 au mois d'avril;
- de la hausse des ventes de The Shopping Channel

Augmentation des charges opérationnelles

Les charges opérationnelles se sont accrues de 12 % au cours du trimestre considéré par rapport à celles de la période correspondante de l'exercice précédent, rendant compte de l'incidence nette des éléments suivants :

- des coûts de programmation en hausse en raison des augmentations des tarifs figurant aux contrats, de l'acquisition de Sportsnet 360 et de notre investissement visant à obtenir du contenu exclusif de grande qualité;
- des coûts des marchandises plus élevés pour The Shopping Channel découlant de la hausse des ventes;
- un montant de 5 millions de dollars au titre de coûts associés à la croissance de Next Issue Canada, service lancé à la fin de l'exercice 2013;
- un ajustement positif non récurrent de 3 millions de dollars au premier trimestre de 2013 lié aux licences à payer, lequel a été effectué pour concorder avec la période de facturation du CRTC.

Hausse de la perte au titre du résultat d'exploitation ajusté

La perte au titre du résultat d'exploitation ajusté s'est accrue par rapport à celui de l'exercice précédent, principalement en raison des variations susmentionnées des produits et des charges.

ENTRÉES D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES

(en millions de dollars, sauf les pourcentages)	Trimestres clos les 31 mars		
	2014	2013	Variation en %
Entrées d'immobilisations corporelles			
Sans-fil	181 \$	239 \$	(24)
Cable	251	181	39
Solutions d'Affaires	26	15	73
Media	14	11	27
Siège social	16	18	(11)
Total des entrées d'immobilisations corporelles	488 \$	464 \$	5
Prédominance du capital ¹	16,2 %	15,3 %	

¹ La prédominance du capital est un indicateur clé de performance. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Indicateurs clés de performance ».

Sans-fil

Les entrées d'immobilisations corporelles de Sans-fil ont reculé de 24 % au cours du trimestre considéré, comparativement à celles du trimestre correspondant de l'exercice précédent essentiellement en raison d'investissements liés à la capacité du réseau HSPA et au calendrier de la poursuite du déploiement du réseau LTE, lequel a atteint environ 76 % de la population canadienne au 31 mars 2014. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par la hausse des activités de construction de sites afin d'améliorer encore davantage la couverture et la qualité du réseau.

Cable

Les entrées d'immobilisations corporelles de Cable se sont accrues de 39 % par rapport à celles de la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation des investissements au cours du trimestre considéré avait pour objectif d'améliorer la fiabilité et la capacité de nos plateformes Internet, de développer de nouveaux services et de nouvelles capacités pour notre plateforme vidéo, de réduire le nombre de foyers branchés par nœud dans notre réseau d'accès. Nous avons également investi dans le matériel des abonnés en lien avec le déploiement des boîtes numériques TerminalPlus et la conversion aux services numériques des abonnés aux services analogiques, ainsi que dans les diverses composantes pour améliorer la fiabilité et la qualité du réseau et l'intégration du réseau Mountain Cable que nous avons acquis au cours de l'exercice précédent.

Solutions d'Affaires

Les entrées d'immobilisations du secteur Solutions d'Affaires ont connu une hausse au cours du trimestre à l'étude comparativement à celles de la période correspondante de l'exercice précédent en raison du fait que nous avons investi davantage dans l'expansion de nos réseaux spécialisés et du fait de la prise en compte des dépenses d'investissement de Blackiron et de Pivot Data Centres, que nous avons acquises au cours de l'exercice précédent.

Media

Les entrées d'immobilisations du secteur Media se sont accrues de 27 % au trimestre considéré par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent en raison d'investissements stratégiques effectués dans notre infrastructure de TI, ainsi que dans nos installations numériques et de diffusion.

Analyse du bénéfice net consolidé

La présente rubrique traite des éléments permettant le rapprochement du résultat d'exploitation ajusté et du bénéfice net consolidé.

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 31 mars		
	2014	2013	Variation en %
Résultat d'exploitation ajusté¹	1 161 \$	1 179 \$	(2)
Charge au titre de la rémunération fondée sur des actions	(5)	(58)	(91)
Frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges	(9)	(9)	–
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	(519)	(450)	15
Charges financières	(225)	(181)	24
Autres produits	10	10	–
Charge d'impôt sur le résultat	(106)	(138)	(23)
Bénéfice net	307 \$	353 \$	(13)

¹ Le résultat d'exploitation ajusté est une mesure non conforme aux PCGR et ne doit pas être considéré comme un substitut ou une solution de rechange aux mesures conformes aux PCGR. Cette mesure n'est pas définie en vertu des IFRS et n'a pas de signification normalisée et, par conséquent, sa fiabilité à des fins de comparaison avec les résultats d'autres sociétés est incertaine. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR » pour obtenir de plus amples renseignements au sujet de ces mesures et sur la façon dont nous les calculons.

Baisse de la charge de rémunération fondée sur des actions

Notre charge nette au titre de la rémunération fondée sur des actions (y compris les droits à l'appréciation d'actions) liée aux options sur actions, aux unités d'actions de négociation restreinte et aux unités d'actions différées dépend généralement de ce qui suit :

- l'acquisition des droits aux options sur actions et aux unités d'actions;
- la fluctuation du cours des actions de catégorie B de RCI;
- contrebalancées par l'incidence des instruments dérivés compris dans la rémunération fondée sur des actions qui atténuent une partie du risque d'appréciation des prix à l'égard de notre programme de rémunération fondée sur des actions lancé en mars 2013. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Gestion des risques financiers » pour obtenir de plus amples renseignements au sujet des dérivés liés aux capitaux propres.

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 31 mars	
	2014	2013
Incidence de l'acquisition des droits	10 \$	10 \$
Incidence des variations du cours	(16)	57
Dérivés liés aux capitaux propres, déduction faite des intérêts reçus	11	(9)
Total de la charge au titre de la rémunération fondée sur des actions	5 \$	58 \$

La charge de rémunération fondée sur des actions plus élevée à la période correspondante de l'exercice précédent était imputable à une augmentation de 6,73 \$ par action du cours de l'action de catégorie B de RCI à la Bourse de Toronto qui n'avait pas été compensée en grande partie étant donné que les dérivés liés aux capitaux propres n'étaient pas encore en place aux mois de janvier et de février 2013.

Après la fin du trimestre, en avril 2014, nous avons prorogé le terme des dérivés liés aux capitaux propres pour une année supplémentaire pour en porter l'échéance au mois d'avril 2015, toutes les autres modalités demeurant essentiellement inchangées.

Frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges

Les frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges du trimestre sont principalement constitués d'indemnités de départ liées à la restructuration de notre effectif.

Hausse des amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 31 mars		
	2014	2013	Variation en %
Amortissement des immobilisations corporelles	477 \$	418 \$	14
Amortissement des immobilisations incorporelles	42	32	31
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles, montant total	519 \$	450 \$	15

L'amortissement des immobilisations corporelles et l'amortissement des immobilisations incorporelles se sont tous deux accrus au cours du trimestre considéré par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent principalement en raison :

- du récent investissement important dans le matériel des abonnés et du déploiement de celui-ci, dans le secteur Cable, principalement constitué de terminaux numériques TerminalPlus de prochaine génération, lesquels sont désormais amortis sur une durée de trois ans;
- du calendrier de préparation de certains projets liés aux réseaux et aux systèmes, y compris le lancement du réseau LTE dans plusieurs municipalités;
- de l'entrée de nouvelles immobilisations corporelles et de nouvelles immobilisations incorporelles résultant des récentes acquisitions dans les secteurs Cable, Solutions d'Affaires et Media.

Augmentation des charges financières principalement imputable à la perte liée aux remboursements sur la dette

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 31 mars		
	2014	2013	Variation en %
Intérêts sur la dette à long terme	188 \$	178 \$	6
Intérêts sur les passifs au titre des retraites	2	4	(50)
Perte liée aux remboursements sur la dette à long terme	29	–	n.s.
Perte de change	6	15	(60)
Variation de la juste valeur des instruments dérivés	–	(12)	n.s.
Intérêts inscrits à l'actif	(6)	(6)	–
Autres	6	2	200
Total des charges financières	225 \$	181 \$	24

n.s. : non significatif

Les intérêts sur la dette à long terme au cours du trimestre considéré étaient plus élevés que pour la période correspondante de l'exercice précédent, rendant compte de l'incidence nette d'une augmentation de l'encours de la dette compensée en partie par une baisse du taux d'intérêt moyen pondéré sur l'encours de la dette. Au 31 mars 2014, le coût moyen pondéré du financement incluant les emprunts à court terme se chiffrait à 5,24 % (5,54 % au 31 décembre 2013 et 5,77 % au 31 mars 2013). Le 2 avril 2014, compte tenu du financement supplémentaire contracté pour payer le versement final pour notre spectre de 700 MHz, le coût moyen pondéré du financement incluant les emprunts à court terme a encore reculé pour s'établir à 5,11 %.

Au cours du trimestre considéré, nous avons remboursé ou racheté nos 750 millions de dollars américains (834 millions de dollars canadiens) de billets de premier rang à 6,375 % et nos 350 millions de dollars américains (387 millions de dollars canadiens) de billets de premier rang à 5,50 %. Parallèlement au remboursement de cette dette, une perte de 29 millions de dollars relative à certains dérivés liés à la dette ayant été résiliés, qui avait été différée dans la réserve de couverture jusqu'à échéance des billets, a été comptabilisée dans le bénéfice net. Cette perte a trait à des transactions effectuées en 2008 et en 2013 dans le cadre desquelles les cours de change sur les dérivés liés à la dette ont été mis à jour selon les cours alors en vigueur.

Les pertes de change enregistrées au premier trimestre de 2013 découlent essentiellement de la réévaluation des billets de premier rang de 350 millions de dollars américains échéant en 2038 pour lesquels les dérivés liés à la dette n'ont pas été désignés comme des couvertures à des fins comptables avant le 6 mars 2013. Cette perte de change est contrebalancée en grande partie par la variation correspondante de la juste valeur des dérivés liés à la dette connexes de 12 millions de dollars.

Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Gestion de nos liquidités et de nos ressources financières » pour en savoir davantage sur notre dette et sur les intérêts connexes.

Charge d'impôt sur le résultat et impôt sur le résultat en trésorerie payé

(en millions de dollars, sauf le taux d'impôt)	Trimestres clos les 31 mars	
	2014	2013
Taux d'impôt prévu par la loi	26,5 %	26,3 %
Bénéfice avant impôt sur le résultat	413 \$	491 \$
Charge d'impôt sur le résultat calculée	109	129
Charge au titre de la rémunération fondée sur des actions non déductible (non imposable)	(3)	12
Autres éléments	—	(3)
Charge d'impôt sur le résultat	106 \$	138 \$
Taux d'impôt effectif	25,7 %	28,1 %
Impôt sur le résultat en trésorerie payé	134 \$	115 \$

Le taux d'impôt effectif de la Société a atteint 25,7 % pour le trimestre considéré, contre 28,1 % pour la période correspondante de 2013. Le taux d'impôt effectif diffère du taux prévu par la loi en raison essentiellement de la charge au titre de la rémunération fondée sur des actions non imposable.

L'impôt sur le résultat en trésorerie payé a augmenté au cours du trimestre considéré comparativement à l'exercice précédent en raison du calendrier des versements.

En 2011, les changements législatifs ont éliminé le report du revenu des sociétés de personnes, accélérant le paiement d'environ 700 millions de dollars au titre de l'impôt différé sur une période de cinq ans débutant à un taux de 15 % en 2012, passant à 20 % de 2013 à 2015 inclusivement puis à 25 % en 2016. Nos paiements d'impôt en trésorerie pour les exercices 2014 à 2016 continueront de comprendre ces montants additionnels. Bien que l'élimination du report de la société de personnes ait une incidence sur le calendrier des paiements d'impôt en trésorerie, elle n'a pas de conséquences sur notre charge d'impôt sur le résultat à des fins comptables. Il y a lieu de se reporter à la rubrique intitulée « À propos des énoncés prospectifs ».

Bénéfice net

(en millions de dollars, sauf les montants par action)	Trimestres clos les 31 mars		
	2014	2013	Variation en %
Bénéfice net	307 \$	353 \$	(13)
Bénéfice de base par action	0,60 \$	0,69 \$	(13)
Bénéfice dilué par action	0,57 \$	0,68 \$	(16)

Résultat net ajusté

Le tableau suivant démontre comment nous calculons le résultat net ajusté à partir du résultat d'exploitation ajusté.

(en millions de dollars, sauf les montants par action)	Trimestres clos les 31 mars		
	2014	2013	Variation en %
Résultat d'exploitation ajusté ¹	1 161 \$	1 179 \$	(2)
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	(519)	(450)	15
Charges financières ²	(196)	(181)	8
Autres produits	10	10	–
Charge d'impôt sur le résultat ³	(116)	(144)	(19)
Résultat net ajusté¹	340 \$	414 \$	(18)
Résultat par action de base ajusté et dilué ajusté ¹	0,66 \$	0,80 \$	(18)

¹ Le résultat d'exploitation ajusté, le résultat net ajusté et le résultat par action de base ajusté et dilué ajusté sont des mesures non conformes aux PCGR et ne devraient pas être considérés comme un substitut ou une solution de rechange aux mesures conformes aux PCGR. Ces mesures ne sont pas définies en vertu des IFRS et n'ont pas de signification normalisée et, par conséquent, leur fiabilité à des fins de comparaison avec les résultats d'autres sociétés est incertaine. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR » pour obtenir de plus amples renseignements au sujet de ces mesures et sur la façon dont nous les calculons.

² Les charges financières ne tiennent pas compte de la perte de 29 millions de dollars liée au remboursement de la dette à long terme pour le trimestre clos le 31 mars 2014.

³ La charge d'impôt sur le résultat ne tient pas compte d'un recouvrement de 10 millions de dollars (recouvrement de 6 millions de dollars en 2013) pour le trimestre clos le 31 mars 2014 ayant trait aux éléments ajustés.

Le tableau suivant présente le rapprochement du bénéfice net et du résultat net ajusté.

(en millions de dollars, sauf les montants par action)	Trimestres clos les 31 mars		
	2014	2013	Variation en %
Bénéfice net	307 \$	353 \$	(13)
Charge au titre de la rémunération fondée sur des actions	5	58	(91)
Frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges	9	9	–
Perte liée aux remboursements sur la dette à long terme	29	–	n.s.
Incidence fiscale des éléments susmentionnés	(10)	(6)	67
Résultat net ajusté¹	340 \$	414 \$	(18)

¹ Le résultat net ajusté n'est pas une mesure conforme aux PCGR et ne devrait pas être considéré comme un substitut ou une solution de rechange aux mesures conformes aux PCGR. Cette mesure n'est pas définie en vertu des IFRS et n'a pas de signification normalisée et, par conséquent, sa fiabilité à des fins de comparaison avec les résultats d'autres sociétés est incertaine. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR » pour obtenir de plus amples renseignements au sujet de cette mesure et sur la façon dont nous la calculons.

n.s. : non significatif

Gestion de nos liquidités et de nos ressources financières

Activités opérationnelles, de financement et d'investissement

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 31 mars		
	2014	2013	Variation en %
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES			
Bénéfice net pour la période	307 \$	353 \$	(13)
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	519	450	15
Charges financières	225	181	24
Charge d'impôt sur le résultat	106	138	(23)
Autres	(70)	67	n.s.
Entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles avant les variations des éléments opérationnels hors trésorerie	1 087	1 189	(9)
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement opérationnel	(309)	(47)	n.s.
	778	1 142	(32)
Impôt sur le résultat payé	(134)	(115)	17
Intérêts payés	(236)	(222)	6
Entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles	408	805	(49)
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT			
Entrées d'immobilisations corporelles	(488)	(464)	5
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement liés aux immobilisations corporelles	(17)	(52)	(67)
Acquisitions et autres initiatives stratégiques	(658)	(241)	173
Autres	(10)	(38)	(74)
Sorties de trésorerie liées aux activités d'investissement	(1 173)	(795)	48
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS DE FINANCEMENT			
Émission de titres d'emprunt à long terme, déduction faite des coûts de transaction	2 058	1 015	103
Remboursements sur la dette à long terme et règlement net des dérivés à la résiliation	(1 189)	–	n.s.
Produit tiré des emprunts à court terme	–	400	n.s.
Dividendes payés	(224)	(204)	10
Entrées de trésorerie liées aux activités de financement	645	1 211	(47)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(120) \$	1 221 \$	n.s.
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période	2 181 \$	1 434 \$	52

n.s. : non significatif

Activités opérationnelles

Les entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles ont reculé de 49 % au cours du trimestre considéré, par rapport à celles du trimestre correspondant de l'exercice précédent. Ces variations font état de l'incidence nette des éléments suivants :

- une baisse des entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles étant donné que nous avons accéléré le paiement d'environ 80 millions de dollars de cotisations aux régimes de retraite pour le reste de l'exercice 2014;
- la hausse du montant net investi dans le fonds de roulement est imputable à la baisse des crédettes caractéristique du premier trimestre; à l'exercice précédent, un changement de politique ayant trait aux paiements avait contrebalancé cette sortie habituelle de trésorerie;
- l'accroissement des paiements d'impôt en trésorerie en raison du calendrier; il y a lieu de se reporter à la rubrique « Analyse du bénéfice net consolidé – charge d'impôt sur le résultat et impôt sur le résultat en trésorerie payé » pour obtenir de plus amples renseignements;
- la hausse des paiements d'intérêts sur la dette à long terme en raison de la variation de l'encours de la dette et du moment où les intérêts connexes sont exigibles.

Activités d'investissement

Immobilisations corporelles

Les entrées d'immobilisations corporelles se sont chiffrées à 488 millions de dollars pour le trimestre considéré, compte non tenu de variations connexes du fonds de roulement hors trésorerie demeurées stables par rapport à celles de la période correspondante de 2013. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Entrées d'immobilisations corporelles ».

Acquisitions et initiatives stratégiques

Nous avons procédé à des investissements de 658 millions de dollars au cours du trimestre considéré relativement à l'acquisition de licences d'utilisation du spectre de 700 MHz, le reste des investissements de 2,6 milliards de dollars au titre du spectre ayant été effectués après la clôture du trimestre le 2 avril 2014.

Activités de financement

Émissions de titres d'emprunt

Le 10 mars 2014, nous avons émis un montant de 1,25 milliard de dollars de billets de premier rang pour un produit net total d'environ 1,24 milliard de dollars, déduction faite de l'escompte d'émission initial, de la rémunération des placeurs pour compte et d'autres frais connexes. Les billets émis étaient les suivants :

- des billets de premier rang à taux variable d'un montant de 250 millions de dollars échéant en 2017;
- des billets de premier rang à 2,80 % d'un montant de 400 millions de dollars échéant en 2019;
- des billets de premier rang à 4,00 % d'un montant de 600 millions de dollars échéant en 2024.

Le 10 mars 2014, nous avons également émis un montant de 750 millions de dollars américains (816 millions de dollars canadiens) de billets de premier rang à 5,00 % échéant en 2044 pour un produit net total d'environ 736 millions de dollars américains, déduction faite de l'escompte d'émission initial, de la rémunération des placeurs pour compte et d'autres frais connexes. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Gestion des risques financiers » pour obtenir de plus amples renseignements au sujet des opérations de couverture connexes.

Le 7 mars 2013, nous avons émis un montant de 1 milliard de dollars américains de billets de premier rang pour un produit net total d'environ 985 millions de dollars américains (1 015 millions de dollars canadiens). Les billets émis étaient les suivants :

- des billets de premier rang à 3,0 % d'un montant de 500 millions de dollars américains échéant en 2023;
- des billets de premier rang à 4,5 % d'un montant de 500 millions de dollars américains échéant en 2043.

Les billets de 2017, 2019, 2023, 2024, 2043 et 2044 sont tous garantis par RCP et ont égalité de rang avec l'ensemble des autres billets de premier rang non garantis, des débetures et des facilités de crédit bancaire et de lettres de crédit de la Société.

Remboursements ou rachats sur la dette et les dérivés

Au cours du premier trimestre, nous avons remboursé ou racheté la totalité des billets de premier rang à 6,375 % d'un montant de 750 millions de dollars américains échéant en 2014 et des billets de premier rang à 5,50 % d'un montant de 350 millions de dollars américains échéant en 2014 et avons résilié un montant de 1,1 milliard de dollars américains de dérivés liés à la dette connexes à l'échéance.

Facilités de crédit bancaire et de lettres de crédit

Au 31 mars 2014, nous avons un total de 2,5 milliards de dollars en facilités de crédit bancaire et de lettres de crédit. Chacune des facilités a pour unique garantie le cautionnement de Rogers Communications Partnership et a égalité de rang avec l'ensemble des billets de premier rang et débetures de la Société. Au 31 mars 2014, nous n'avons prélevé aucune avance sur notre facilité de crédit bancaire de 2,0 milliards de dollars et des lettres de crédit de 0,5 milliard de dollars étaient en cours et supportées par nos facilités de lettres de crédit.

Après la clôture du trimestre, soit le 2 avril 2014, nous avons emprunté 500 millions de dollars sur notre facilité de crédit bancaire et, avec prise d'effet le 16 avril 2014, nous avons accru le montant disponible aux termes de notre facilité de crédit bancaire pour le porter à 2,5 milliards de dollars et avons reporté la date d'échéance de la facilité au mois de juillet 2019. Également en avril 2014, nous avons procédé au rappel et à l'annulation d'un montant d'environ 0,4 milliard de dollars de lettres de crédit consenties relativement aux enchères du spectre ayant récemment pris fin et la facilité de lettres de crédit connexe a été annulée de manière permanente.

Dividendes

En février 2014, le conseil d'administration a approuvé une augmentation du dividende pour le porter à un dividende annualisé de 1,83 \$ par action de catégorie A avec droit de vote et action de catégorie B sans droit de vote. Le dividende sera payé sous forme de versements trimestriels de 0,4575 \$ par action. En février 2013, le conseil d'administration avait augmenté le dividende annualisé, qui était passé de 1,58 \$ à 1,74 \$ par action de catégorie A avec droit de vote et action de catégorie B sans droit de vote. Au cours du trimestre, nous avons versé 224 millions de dollars de dividendes contre 204 millions de dollars payés au premier trimestre de 2013.

Le tableau ci-après présente les dates de déclaration et de versement des dividendes pour nos deux catégories d'actions :

Date de déclaration	Date de clôture des registres	Date de versement	Dividende par action	Dividendes payés (en millions)
14 février 2013	15 mars 2013	2 avril 2013	0,435 \$	224 \$
23 avril 2013	14 juin 2013	3 juillet 2013	0,435 \$	224 \$
15 août 2013	13 septembre 2013	2 octobre 2013	0,435 \$	224 \$
23 octobre 2013	13 décembre 2013	2 janvier 2014	0,435 \$	224 \$
12 février 2014	14 mars 2014	4 avril 2014	0,4575 \$	235 \$

Programme de titrisation des débiteurs

Au 31 mars 2014, nous avons prélevé un total de 650 millions de dollars de financement en vertu du programme aux termes duquel un montant maximal de 900 millions de dollars nous a été consenti. Après la clôture du trimestre, soit le 2 avril 2014, nous avons prélevé un montant additionnel de 165 millions de dollars, de sorte que le financement total en vertu du programme se chiffre à 815 millions de dollars. Nous continuons de gérer les débiteurs que nous vendons et nous en conservons presque tous les risques et avantages, et, par conséquent, ces débiteurs demeurent comptabilisés dans notre état de la situation financière et le financement obtenu est comptabilisé à titre d'emprunt à court terme dans notre état de la situation financière.

Offre publique de rachat dans le cours normal des activités

En février 2014, nous avons renouvelé notre offre publique de rachat de nos actions de catégorie B sans droit de vote pour une autre période de un an. Cela nous confère le droit de racheter des actions de catégorie B sans droit de vote pour un prix total maximal de 500 millions de dollars, ou un nombre maximal de 35 780 234 actions de catégorie B sans droit de vote de RCI, selon le moins élevé de ces nombres, à la TSX, à la NYSE ou à un autre système de négociation entre le 25 février 2014 et le 24 février 2015. Le nombre réel d'actions de catégorie B sans droit de vote que nous rachèterons aux termes de l'offre publique, le cas échéant, ainsi que le moment de ces rachats dépendra de notre évaluation de la conjoncture du marché, du cours des actions, de notre situation de trésorerie, des utilisations autres de la trésorerie et d'autres facteurs. Nous n'avons pas racheté d'actions aux fins d'annulation au cours du premier trimestre de 2014.

Prospectus préalables

Nos deux prospectus préalables sont arrivés à échéance en janvier 2014. Un de ces prospectus préalables visait l'offre publique relative à nos titres d'emprunt dans chacune des provinces du Canada (le « prospectus préalable canadien ») et l'autre prospectus préalable (ainsi qu'une déclaration d'inscription connexe déposée auprès de la US Securities and Exchange Commission) visait l'offre publique relative à nos titres d'emprunt aux États-Unis et en Ontario (le « prospectus préalable américain »). Le 21 février 2014, nous avons remplacé ces prospectus préalables échus par un nouveau prospectus préalable canadien visant un montant maximal de 4 milliards de dollars de titres d'emprunt et par un nouveau prospectus préalable américain visant un montant maximal de 4 milliards de dollars américains de titres d'emprunt pour la période de 25 mois suivante. En mars 2014, nous avons émis un montant total de 1,25 milliard de dollars de titres d'emprunt aux termes du nouveau prospectus préalable canadien et de 750 millions de dollars américains de titres d'emprunt aux termes du nouveau prospectus préalable américain. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Émission de titres d'emprunt » pour obtenir de plus amples renseignements.

Flux de trésorerie disponibles

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 31 mars		
	2014	2013	Variation en %
Résultat d'exploitation ajusté ¹	1 161 \$	1 179 \$	(2)
Dépenses en immobilisations corporelles	(488)	(464)	5
Intérêts sur la dette à long terme, après inscription à l'actif	(183)	(172)	6
Impôt sur le résultat en trésorerie	(134)	(115)	17
Flux de trésorerie disponibles ¹	356 \$	428 \$	(17)

¹ Le résultat d'exploitation ajusté et les flux de trésorerie disponibles sont des mesures non conformes aux PCGR et ne devraient pas être considérés comme un substitut ou une solution de rechange aux mesures conformes aux PCGR. Ces mesures ne sont pas définies en vertu des IFRS et n'ont pas de signification normalisée et, par conséquent, leur fiabilité à des fins de comparaison avec les résultats d'autres sociétés est incertaine. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR » pour obtenir de plus amples renseignements au sujet de ces mesures et sur la façon dont nous les calculons.

Les flux de trésorerie disponibles ont reculé de 17 % pour le trimestre considéré comparativement à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent, en raison de la baisse du résultat d'exploitation ajusté, et des augmentations au titre des dépenses en immobilisations corporelles, des intérêts sur la dette à long terme (déduction faite de l'inscription à l'actif) et de l'impôt sur le résultat en trésorerie.

Situation financière

Au 31 mars 2014, nous disposions de liquidités disponibles d'environ 4,4 milliards de dollars, comparativement à 3,9 milliards de dollars au 31 mars 2013, lesquelles comprenaient :

- un montant de 2,2 milliards de dollars au titre de la trésorerie et des équivalents de trésorerie;
- une facilité de crédit bancaire de 2,0 milliards de dollars;
- un montant de 0,2 milliard de dollars de financement disponible en vertu de notre programme de titrisation des débiteurs de 0,9 milliard de dollars.

Après la clôture du trimestre, le 2 avril 2014, nous avons procédé au dernier versement de 2,6 milliards de dollars au titre des licences d'utilisation du spectre de 700 MHz acquises. Compte tenu de ce paiement, du prélèvement de 500 millions de dollars au terme de notre facilité de crédit bancaire, de l'augmentation de notre limite de crédit à 2,5 milliards de dollars et du montant de 165 millions de dollars de financement supplémentaire nous ayant été consenti dans le cadre de notre programme de titrisation des débiteurs, nos liquidités disponibles se seraient chiffrées à un montant de 2,1 milliards, incluant :

- un montant d'environ 2,0 milliards de dollars aux termes de la facilité de crédit bancaire modifiée;
- un montant de 0,1 milliard de dollars disponible aux termes du programme de titrisation des débiteurs.

En sus des sources de liquidités disponibles susmentionnées, nous détenons au 31 mars 2014 environ 949 millions de dollars de titres négociables de sociétés cotées en bourse.

Au 31 mars 2014, le taux d'intérêt moyen pondéré a reculé pour se situer à 5,24 % (5,54 % au 31 décembre 2013 et 5,77 % au 31 mars 2013). Compte tenu du financement supplémentaire contracté pour acquitter le versement final au titre des licences d'utilisation du spectre de 700 MHz le 2 avril 2014, le taux d'intérêt moyen pondéré a une fois de plus reculé pour s'établir à 5,11 % et est assorti d'un terme moyen à l'échéance de 11,3 années. Cette réduction persistante de notre taux d'intérêt moyen pondéré rend compte de l'incidence combinée des éléments suivants :

- l'établissement et l'utilisation de notre programme de titrisation;
- la facilité de crédit bancaire;
- les émissions, aux termes d'offres publiques, de titres d'emprunt en mars et en octobre 2013 et en mars 2014 à des taux d'intérêt historiquement bas pour Rogers et avec des échéances à long terme allant jusqu'à 30 ans;
- les remboursements et rachats prévus d'une dette relativement plus coûteuse en juin 2013 et en mars 2014.

Au 31 mars 2014, les notations de crédit attribuées aux billets de premier rang et aux débetures de RCI en circulation étaient les suivantes :

- Moody's : Baa1 avec perspective stable (établie en février 2014);
- Standard and Poor's Rating Services : BBB+ avec perspective stable (établie en février 2014);
- Fitch Ratings : BBB+ avec perspective défavorable (établie en février 2014 avec une perspective passée de stable à défavorable).

Gestion des risques financiers

Dérivés liés à la dette

Nous avons recours à des swaps de devises pour couvrir le risque de change lié aux obligations au titre du principal et des intérêts de notre dette à long terme libellée en dollars américains (les « dérivés liés à la dette »).

Dérivés liés à la dette émis afin de couvrir les nouveaux billets de premier rang au cours du trimestre clos le 31 mars 2014

(en millions de dollars, sauf les pourcentages)	\$ US		Incidence de la couverture		
Montant du principal/notionnel en dollars américains	Date d'échéance	Taux nominal	Taux d'intérêt fixe couvert en dollars canadiens ¹	Équivalent en dollars canadiens	
Entrée en vigueur					
10 mars 2014	750 \$ US	2044	5,00 %	4,99 %	832 \$

¹ Conversion d'un taux nominal fixe libellé en dollars américains en un taux moyen pondéré fixe libellé en dollars canadiens.

Au 31 mars 2014, nous avons un montant de 6,0 milliards de dollars américains de billets de premier rang et de débetures libellés en dollars américains qui avaient tous été couverts au moyen de dérivés liés à la dette.

Dérivés liés à la dette échus

(en millions de dollars)	Règlement net en trésorerie (produit)	
Date d'échéance	Montant notionnel	
1 ^{er} mars 2014	750 \$ US	(61)
15 mars 2014	350 \$ US	26

Dérivés liés aux dépenses

Nous avons recours aux contrats de change à terme (les « dérivés liés aux dépenses ») pour couvrir le risque de change lié à certaines dépenses en dollars américains prévues.

Au cours du trimestre, nous avons :

- conclu des dérivés liés aux dépenses d'un montant de 200 millions de dollars américains qui viennent à échéance de janvier 2015 à avril 2015 inclusivement, au taux moyen de 1,11 \$ pour 1 \$ US;
- réglé des dérivés liés aux dépenses d'un montant de 225 millions de dollars américains pour un montant de 229 millions de dollars canadiens à un taux de 1,02 \$ pour 1 \$ US.

Au 31 mars 2014, nous avons des dérivés liés aux dépenses en cours d'un montant de 875 millions de dollars américains venant à échéance dans la période allant d'avril 2014 à avril 2015, au cours moyen de 1,05 \$ pour 1 \$ US, et dont la totalité a été désignée comme des couvertures à des fins comptables.

Dérivés liés aux capitaux propres

Nous avons recours aux dérivés liés à la rémunération fondée sur des actions (les « dérivés liés aux capitaux propres ») pour couvrir le risque d'appréciation des cours des actions de catégorie B sans droit de vote de RCI attribuées dans le cadre de nos programmes de rémunération fondée sur des actions.

Au 31 mars 2014, nous avons conclu des dérivés liés aux capitaux propres à l'égard de 5,7 millions d'actions de catégorie B de RCI assorties d'un cours moyen pondéré de 50,37 \$. Ces dérivés n'ont pas été désignés comme des couvertures à des fins comptables et, par conséquent, nous comptabilisons toute variation de leur juste valeur en tant que charge au titre de la rémunération fondée sur des actions et cela contrebalance en partie l'incidence des fluctuations du cours des actions de catégorie B sans droit de vote de RCI comprises dans la valeur accumulée du passif au titre de la rémunération fondée sur des actions lié aux programmes de rémunération fondée sur des actions. Après la clôture du trimestre, en avril 2014, nous avons signé des accords de prorogation pour chacun de nos contrats de dérivés liés aux capitaux propres selon des modalités essentiellement identiques avec des dates d'échéance révisées et maintenant fixées en avril 2015 (auparavant en avril 2014).

Évaluation des dérivés à la valeur de marché

Nous comptabilisons nos dérivés selon leur évaluation à la valeur de marché estimée, ajustée en fonction de la qualité du crédit et calculée conformément aux IFRS.

(en millions de dollars, sauf les cours de change)	31 mars 2014			
	Montant notionnel en dollars américains	Cours de change	Montant notionnel en dollars canadiens	Juste valeur
Dérivés liés à la dette comptabilisés comme des couvertures de flux de trésorerie				
En actifs	4 975 \$	1,03 \$	5 120 \$	361 \$
En passifs	1 055	1,13	1 193	(46)
Position nette débitrice évaluée à la valeur de marché des dérivés liés à la dette	6 030	1,05	6 313	315
Dérivés liés aux capitaux propres non comptabilisés comme des couvertures				
En passifs				(26)
Dérivés liés aux dépenses comptabilisés comme des couvertures de flux de trésorerie				
En actifs	875	1,05	917	54
Position nette débitrice évaluée à la valeur de marché				343 \$

Dette nette ajustée

Nous utilisons la dette nette ajustée pour procéder à des analyses liées à l'évaluation et prendre des décisions liées à la structure du capital. La dette nette ajustée comprend la dette à long terme, les actifs ou passifs nets au titre des dérivés liés à la dette, les emprunts à court terme et la trésorerie et les équivalents de trésorerie.

(en millions de dollars)	31 mars 2014	31 mars 2013
Dette à long terme ^{1,2}	14 567 \$	11 964 \$
Passifs (actifs) nets au titre des dérivés liés à la dette ²	(315)	512
Emprunts à court terme	650	400
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(2 181)	(1 434)
Dette nette ajustée³	12 721 \$	11 442 \$

¹ Compte non tenu de toute réduction de la juste valeur découlant de la méthode de l'acquisition, des coûts de transaction différés et des escomptes.

² Tient compte de la partie courante et de la partie non courante.

³ La dette nette ajustée n'est pas une mesure conforme aux PCGR. Cette mesure n'est pas définie en vertu des IFRS et n'a pas de signification normalisée et, par conséquent, sa fiabilité à des fins de comparaison avec les résultats d'autres sociétés est incertaine. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR » pour obtenir de plus amples renseignements au sujet de cette mesure et sur la façon dont nous la calculons.

En plus de la trésorerie et des équivalents de trésorerie au 31 mars 2014, nous détenons des titres négociables de sociétés cotées en bourse d'une valeur d'environ 949 millions de dollars au 31 mars 2014.

Compte tenu du financement requis pour le versement de 2,6 milliards de dollars au titre des licences d'utilisation du spectre de 700 MHz acquises le 2 avril 2014, notre dette nette ajustée aurait été d'environ 15,3 milliards de dollars. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Situation financière » pour obtenir de plus amples renseignements.

Actions ordinaires en circulation

	31 mars 2014	31 mars 2013
Actions ordinaires		
De catégorie A avec droit de vote	112 462 000	112 462 014
De catégorie B sans droit de vote ¹	402 281 178	402 827 618
Total des actions ordinaires	514 743 178	515 289 632
Options d'achat d'actions de catégorie B sans droit de vote		
Options en circulation	6 274 899	7 221 756
Options en circulation exerçables	3 800 091	4 761 736

¹ Les porteurs de nos actions de catégorie B sans droit de vote ont le droit d'être convoqués à toute assemblée des actionnaires et d'y assister; toutefois, sauf dans la mesure prévue par la législation ou les règlements de marchés boursiers, ils n'ont pas de droit de vote lors d'une telle assemblée. Si une offre est déposée en vue d'acheter les actions de catégorie A avec droit de vote en circulation, aucune exigence en vertu de la législation applicable ou de nos actes constitutifs ne stipule qu'une offre doit être faite à l'égard des actions de catégorie B sans droit de vote en circulation et il n'y a aucune clause de protection à l'intention des actionnaires aux termes de nos actes constitutifs. Si une offre est déposée en vue d'acheter des actions des deux catégories d'actions, les modalités de l'offre peuvent être différentes pour les actions de catégorie A avec droit de vote et pour celles des actions de catégorie B sans droit de vote.

Engagements et obligations contractuelles

Il y a lieu de se reporter à notre rapport de gestion annuel de 2013 pour obtenir un résumé de nos principales obligations aux termes d'accords contractuels fermes, notamment les engagements de paiements futurs découlant d'emprunts à long terme et de contrats de location simple, lesquels sont également présentés aux notes 18, 20 et 27 afférentes à nos états financiers consolidés audités annuels pour 2013.

Sauf indication contraire dans le présent rapport de gestion, aucune modification significative n'a été apportée à nos principales obligations contractuelles, telles qu'elles sont présentées dans notre rapport de gestion 2013, depuis le 31 décembre 2013, sauf en ce qui concerne le montant restant de 2,6 milliards de dollars à payer pour l'acquisition de licences d'utilisation du spectre de 700 MHz le 2 avril 2014.

Évolution de la réglementation

La réglementation d'importance qui influait sur nos activités en date du 12 février 2014 est présentée dans notre rapport de gestion annuel de 2013. Les principales modifications concernant la réglementation survenues depuis la publication dudit rapport de gestion sont présentées ci-dessous.

Législation à l'égard des services d'itinérance sans fil de gros au Canada.

En décembre 2013, le gouvernement fédéral a annoncé qu'il promulguerait une loi limitant les tarifs d'itinérance de gros au Canada aux tarifs que le fournisseur impute lui-même à ses propres clients. Le 28 mars 2014, le gouvernement fédéral a déposé sa législation proposée afin de limiter les tarifs d'itinérance au Canada que les fournisseurs peuvent facturer entre eux. La formule proposée qu'utilisera le gouvernement pour calculer le tarif d'itinérance maximal correspondra aux produits tirés du service divisé par l'utilisation du service au cours de l'exercice précédent. Pour les appels téléphoniques, cela signifie le total des produits des fournisseurs de services titulaires au titre des appels entrants et sortants divisé par le nombre de minutes utilisées à l'exercice précédent. Pour les données, il s'agit des produits divisés par le nombre de mégaoctets et pour la messagerie texte, il s'agit des produits divisés par le nombre total de messages texte entrants et sortants au Canada. La législation proposée sera présentée au comité législatif et devrait entrer en vigueur à l'automne 2014.

La législation confère également au CRTC le pouvoir d'établir des tarifs d'itinérance au Canada entre les fournisseurs, et ce, sans égard à la formule. Le CRTC procède à l'examen des tarifs d'itinérance sans fil, lequel comprend notamment des audiences publiques qui se tiendront en septembre 2014.

Enchères liées au spectre de 700 MHz

Les enchères visant les licences d'utilisation commerciale du spectre sans fil de 700 MHz au Canada ont débuté le 14 janvier 2014 et ont pris fin le 13 février 2014. Les résultats ont fait l'objet d'une annonce publique le 19 février 2014. Dix sociétés ont pris part aux enchères et 97 des 98 licences ont été octroyées à huit de ces participants, pour un coût total de 5,27 milliards de dollars. Rogers a fait l'acquisition de 22 licences au coût de 3,29 milliards de dollars. Après avoir payé cette somme au titre des licences et fait l'objet de l'examen en matière de propriété et de contrôle par des Canadiens, Rogers a pris possession des licences d'une durée de 20 ans le 3 avril 2014.

Mises à jour sur les risques et les incertitudes

Il y a lieu de se reporter à notre rapport de gestion annuel 2013 pour une analyse des principaux risques et incertitudes d'importance susceptibles d'avoir une incidence défavorable importante sur nos activités et nos résultats financiers au 12 février 2014, lesquels doivent être étudiés à la lumière du présent rapport de gestion trimestriel intermédiaire. Les changements importants survenus depuis cette date et susceptibles de contribuer à ces risques et incertitudes sont les suivants :

Mise à jour sur les règlements de litiges

Frais d'accès au système – Saskatchewan

En 2004, un recours collectif a été intenté contre des fournisseurs de services de communications sans fil au Canada en vertu de la *Class Actions Act* de la Saskatchewan. Le recours collectif avait trait aux frais d'accès au système facturés par les fournisseurs de services sans fil auprès de certains de leurs clients. Les demandeurs exigent des remboursements en dommages de droit et en dommages punitifs, à savoir le remboursement de tous les frais d'accès au système déboursés.

En 2007, la Cour de la Saskatchewan a accueilli la proposition des demandeurs afin que la poursuite soit autorisée à titre de recours collectif avec option d'adhésion à l'échelle nationale dans le cadre duquel les clients concernés hors de la Saskatchewan doivent prendre des mesures précises pour prendre part aux procédures. En 2008, la requête de la Société visant une suspension de la poursuite en vertu de la clause d'arbitrage incluse dans les contrats de service sans fil a été acceptée. La Cour de la Saskatchewan a déclaré que son ordonnance visant l'autorisation de la poursuite exclurait du recours collectif les clients liés par une clause d'arbitrage.

Nous avons interjeté appel de la décision de 2007 portant sur l'autorisation, toutefois l'autorisation d'en appeler auprès de la Cour suprême du Canada a été refusée.

En 2012, les demandeurs ont présenté une autre demande pour prolonger la période d'appel de la décision de la Cour de la Saskatchewan quant à l'option d'adhésion. En mars 2013, la Cour d'appel de la Saskatchewan a rejeté la demande.

En août 2009, les avocats des demandeurs ont entrepris une deuxième poursuite en vertu de la Class Actions Act de la Saskatchewan au motif des mêmes allégations que dans la poursuite initiale. Si la demande est acceptée, cette deuxième poursuite serait une poursuite d'« option de refus ». En 2009, la Cour a ordonné la suspension conditionnelle de la deuxième poursuite parce que celle-ci constituait un abus de procédure.

En avril 2013, les demandeurs ont déposé une demande d'ordonnance pour que la deuxième poursuite visant les frais d'accès au système soit autorisée à aller de l'avant. En août 2013, la Cour a rejeté la demande de prolongation et la deuxième poursuite demeure assujettie à une suspension conditionnelle. En décembre 2013, les demandeurs ont déposé une demande leur permettant de modifier la demande introductive d'instance pour présenter de nouveau les réclamations faisant l'objet de la poursuite dont la Cour, dans le cadre de sa décision de 2007 portant sur l'autorisation, n'avait pas autorisé la poursuite. En mars 2014, la Cour a rejeté cette demande. Aucune provision n'a été constituée à l'égard de cette éventualité.

L'issue de l'ensemble des poursuites et réclamations intentées contre la Société, y compris celle des cas précités, dépend de leur règlement futur, notamment des incertitudes inhérentes aux litiges. À la lumière de l'information dont la Société dispose actuellement, la direction est d'avis qu'il n'est pas probable que le règlement final de ces poursuites et réclamations, prises séparément ou dans leur ensemble, ait une incidence défavorable significative sur la situation financière ou sur les résultats opérationnels consolidés de la Société. Si l'éventualité de notre responsabilité devenait envisageable, nous comptabiliserions une provision dans la période au cours de laquelle le changement d'éventualité surviendrait et une telle provision pourrait être significative en regard de notre situation financière et de nos résultats opérationnels consolidés.

Transactions entre parties liées

Dans certains cas, la Société a conclu des transactions avec des sociétés dont les associés ou les hauts dirigeants siègent à son conseil d'administration, y compris le président du conseil et chef de la direction d'une société qui reçoit des commissions versées sur les primes d'assurance, le président du conseil non membre de la direction d'un cabinet d'avocats qui offre une portion négligeable des services juridiques de la Société et le président d'une entreprise qui offre des services d'impression. Ces transactions sont inscrites au montant convenu par les parties liées et sont examinées par le comité d'audit de notre conseil d'administration.

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 31 mars		
	2014	2013	Variation en %
Paiement au titre de services juridiques et de services d'impression et commissions versées sur les primes d'assurance	10 \$	9 \$	11

Nous avons également conclu certaines transactions avec notre actionnaire détenant le contrôle et avec des sociétés contrôlées par celui-ci. Ces transactions sont assujetties à des ententes formelles approuvées par le comité d'audit. Les montants totaux reçus de ces parties liées ou versés à celles-ci pendant les trimestres clos les 31 mars 2014 et 2013 ont été inférieurs à 1 million de dollars.

Estimations et méthodes comptables critiques

Notre rapport de gestion annuel 2013, y compris nos états financiers consolidés audités annuels de 2013 et les notes y afférentes, présentent une analyse des estimations et méthodes comptables qui sont critiques pour l'appréciation de nos activités commerciales et de nos résultats opérationnels. Pour le trimestre, aucun changement n'est survenu dans ces méthodes et estimations comptables.

Nouvelles normes comptables

Nous avons été tenus d'adopter les modifications aux normes suivantes le 1^{er} janvier 2014 ou par la suite. L'adoption de ces normes n'a eu aucune incidence sur nos états financiers consolidés.

- Modifications à l'IAS 32, *Instruments financiers : Présentation*
- Modifications à l'IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*
- IFRIC 21, *Droits ou taxes*

Il y a lieu de se reporter aux états financiers consolidés audités et aux notes y afférentes de notre rapport annuel 2013, ainsi qu'à nos états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités et les notes y afférentes pour le premier trimestre de 2014 pour de plus amples renseignements.

Récents prises de position en comptabilité

Nous n'avons pas encore adopté toutes les normes, interprétations et modifications qui ont été publiées, mais qui ne sont pas encore en vigueur. Il y a lieu de se reporter à notre rapport de gestion annuel 2013 ainsi qu'à nos états financiers consolidés audités annuels de 2013 et aux notes y afférentes pour de plus amples renseignements.

Contrôles et procédures

Aucun changement n'est survenu dans les contrôles internes de la Société à l'égard de l'information financière au cours du premier trimestre de 2014 qui a eu ou dont on peut raisonnablement penser qu'il aura une incidence significative sur les contrôles internes à l'égard de l'information financière de la Société.

Caractère saisonnier

Nos résultats opérationnels varient généralement d'un trimestre à l'autre en raison des changements de conjoncture économique et des fluctuations saisonnières touchant chacun de nos secteurs opérationnels. Cela signifie que les résultats d'un trimestre ne sont pas nécessairement représentatifs des résultats d'un trimestre ultérieur.

Les activités de Sans-fil, de Cable, de Solutions d'Affaires et de Media comportent des aspects saisonniers particuliers à chacun de ces secteurs. Pour en savoir davantage sur les tendances saisonnières de nos secteurs opérationnels, il y a lieu de se reporter au rapport de gestion annuel de 2013 de la Société.

Prévisions financières

Nous n'avons apporté aucune modification aux fourchettes prévisionnelles de 2014 en ce qui a trait au résultat d'exploitation ajusté, aux entrées d'immobilisations corporelles et aux flux de trésorerie disponibles présentés le 12 février 2014. Il y a lieu de se reporter à la rubrique intitulée « À propos des énoncés prospectifs » paraissant dans le présent rapport de gestion et dans le rapport de gestion annuel pour l'exercice 2013.

Indicateurs clés de performance

Nous mesurons le succès de notre stratégie à l'aide d'un certain nombre d'indicateurs clés de performance, qui sont définis et analysés dans notre rapport de gestion annuel de 2013 et dans le présent rapport de gestion trimestriel. La Société estime que ces indicateurs clés de performance lui permettent de mesurer adéquatement sa performance par rapport à sa stratégie opérationnelle, de même que par rapport aux résultats de ses pairs et de ses concurrents. Ceux-ci comprennent :

- les nombres d'abonnés;
- les taux d'attrition des abonnés;
- les produits moyens par abonné;
- la prédominance du capital.

Mesures non conformes aux PCGR

La Société a recours aux mesures non conformes aux PCGR suivantes, qui sont revues périodiquement par la direction et le conseil d'administration, pour évaluer la performance de la Société et prendre des décisions au sujet des activités courantes de la Société et de sa capacité à générer des flux de trésorerie. Ces mesures sont également utilisées par les investisseurs, les institutions prêteuses et les agences de notation à titre d'indicateurs de la performance opérationnelle de la Société et de sa capacité à contracter ou à rembourser des emprunts et à titre de mesure d'évaluation des sociétés œuvrant dans le secteur des télécommunications. Ces mesures ne sont pas des mesures conformes aux PCGR et n'ont pas de signification normalisée en vertu des IFRS et, par conséquent, leur fiabilité à des fins de comparaison avec les résultats d'autres sociétés est incertaine.

Mesure non conforme aux PCGR	Pourquoi l'utiliser	Calcul	Mesure financière la plus comparable en IFRS
Résultat d'exploitation ajusté et marges connexes	<ul style="list-style-type: none"> Pour évaluer la performance de nos activités et pour prendre des décisions à l'égard de l'exploitation courante des activités et de la capacité à générer des flux de trésorerie. Nous croyons que certains investisseurs et analystes utilisent le résultat d'exploitation ajusté pour mesurer notre capacité à rembourser nos emprunts et à honorer nos autres obligations de paiement. Nous l'utilisons également à titre de composante du calcul de la rémunération incitative à court terme de tous les membres du personnel de direction. 	<p>Bénéfice net</p> <p><i>Plus les éléments suivants</i></p> <p>charge d'impôt sur le résultat, autres produits (charges), charges financières, amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles, dépréciation des actifs, charge (recouvrement) au titre de la rémunération fondée sur des actions et frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges</p>	Bénéfice net
Résultat net ajusté Résultat par action de base et dilué ajusté	<ul style="list-style-type: none"> Pour évaluer la performance de nos activités compte tenu de l'incidence des éléments précédents puisque ceux-ci nuisent à la comparabilité de nos résultats financiers et pourraient fausser l'analyse des tendances relatives à la performance de nos activités. Exclure ces éléments ne signifie pas qu'ils ne sont pas récurrents. 	<p>Bénéfice net des activités poursuivies</p> <p><i>Plus les éléments suivants</i></p> <p>charge (recouvrement) au titre de la rémunération fondée sur des actions, frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges, dépréciation des actifs, profit sur la vente du spectre, profit sur la vente de placements, perte liée aux remboursements sur la dette à long terme et ajustements d'impôt sur le résultat liés à ces éléments, y compris les ajustements liés aux modifications législatives</p>	<p>Bénéfice net</p> <p>Résultat par action</p>
Flux de trésorerie disponibles	<ul style="list-style-type: none"> Indicateur important de la solidité et de la performance financières de notre entreprise puisqu'il fait état du montant en trésorerie disponible aux fins de remboursement de la dette ou de réinvestissement dans la Société. Nous croyons que certains investisseurs et analystes utilisent les flux de trésorerie disponibles pour évaluer une entreprise et ses actifs sous-jacents. 	<p>Résultat d'exploitation ajusté</p> <p><i>Moins les éléments suivants</i></p> <p>dépenses en immobilisations corporelles, intérêts sur la dette à long terme (après inscription à l'actif) et impôt sur le résultat en trésorerie</p>	Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles
Dette nette ajustée	<ul style="list-style-type: none"> Pour procéder à des analyses liées à l'évaluation et prendre des décisions liées à la structure du capital. Nous sommes d'avis qu'il s'agit d'une mesure qui aide les investisseurs et les analystes à analyser la valeur globale et la valeur nette réelle de la Société et à évaluer divers ratios d'endettement en tant que mesures de la performance. 	<p>Total de la dette à long terme</p> <p><i>Plus les éléments suivants</i></p> <p>partie courante de la dette à long terme, coûts de transaction différés, passifs ou actifs nets au titre des dérivés liés à la dette, emprunts à court terme</p> <p><i>Moins les éléments suivants</i></p> <p>trésorerie et équivalents de trésorerie</p>	Dette à long terme

Rapprochement du résultat d'exploitation ajusté

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 31 mars	
	2014	2013
Bénéfice net	307 \$	353 \$
Ajouter (déduire) :		
Charge d'impôt sur le résultat	106	138
Autres produits	(10)	(10)
Charges financières	225	181
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	519	450
Charge au titre de la rémunération fondée sur des actions	5	58
Frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges	9	9
Résultat d'exploitation ajusté	1 161 \$	1 179 \$

Rapprochement du résultat net ajusté

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 31 mars	
	2014	2013
Bénéfice net	307 \$	353 \$
Ajouter (déduire) :		
Charge au titre de la rémunération fondée sur des actions	5	58
Frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges	9	9
Perte liée aux remboursements sur la dette à long terme	29	—
Incidence fiscale des éléments susmentionnés	(10)	(6)
Résultat net ajusté	340 \$	414 \$

Rapprochement des flux de trésorerie disponibles

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 31 mars	
	2014	2013
Entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles	408 \$	805 \$
Ajouter (déduire) :		
Dépenses en immobilisations corporelles	(488)	(464)
Charge d'intérêts sur la dette à long terme déduction faite des intérêts inscrits à l'actif	(183)	(172)
Frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges	9	9
Intérêts payés	236	222
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement	309	47
Autres ajustements	65	(19)
Flux de trésorerie disponibles	356 \$	428 \$

Rapprochement de la dette nette ajustée

(en millions de dollars)	31 mars 2014	31 mars 2013
	Dette à long terme	13 536 \$
Partie courante de la dette à long terme	918	1 473
Coûts de transaction différés	113	82
	14 567	11 964
Ajouter (déduire) :		
Passifs (actifs) nets au titre des dérivés liés à la dette	(315)	512
Emprunts à court terme	650	400
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(2 181)	(1 434)
Dette nette ajustée	12 721 \$	11 442 \$

Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Situation financière » pour obtenir de plus amples renseignements sur la dette nette ajustée.

Comment nous calculons le résultat par action ajusté

(en millions de dollars, sauf les montants par action; nombre d'actions en circulation en millions)	Trimestres clos les 31 mars	
	2014	2013
Résultat par action de base ajusté :		
Résultat net ajusté	340 \$	414 \$
Diviser par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation	515	515
Résultat par action de base ajusté	0,66 \$	0,80 \$
Résultat par action dilué ajusté :		
Résultat net ajusté	340 \$	414 \$
Diviser par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation – dilué	517	518
Résultat par action dilué ajusté	0,66 \$	0,80 \$
Bénéfice de base par action :		
Bénéfice net	307 \$	353 \$
Diviser par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation	515	515
Bénéfice de base par action	0,60 \$	0,69 \$
Bénéfice dilué par action :		
Bénéfice net	307 \$	353 \$
Incidence des titres dilutifs sur le bénéfice net	(13)	–
Bénéfice net dilué	294 \$	353 \$
Diviser par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation – dilué	517	518
Bénéfice dilué par action	0,57 \$	0,68 \$

Information additionnelle

Sommaire des résultats financiers consolidés trimestriels

Nos résultats opérationnels varient généralement d'un trimestre à l'autre en raison des fluctuations saisonnières touchant chacun de nos secteurs opérationnels. Cela signifie que les résultats d'un trimestre ne sont pas nécessairement représentatifs des résultats d'un trimestre ultérieur. Il y a lieu de se reporter à notre rapport annuel 2013 pour obtenir une analyse du caractère saisonnier de nos activités.

Le tableau présenté ci-après présente nos résultats consolidés pour les huit derniers trimestres.

(en millions de dollars, sauf les montants par action)	2014	2013				2012		
	T1	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2
Produits opérationnels								
Sans-fil	1 727 \$	1 851 \$	1 846 \$	1 813 \$	1 760 \$	1 920 \$	1 889 \$	1 765 \$
Cable	860	871	873	870	861	852	838	843
Solutions d'Affaires	94	98	93	90	93	88	86	90
Media	367	453	440	470	341	434	392	440
Éléments relevant du siège social et éliminations intersociétés	(28)	(30)	(28)	(31)	(28)	(33)	(29)	(32)
Total des produits opérationnels	3 020	3 243	3 224	3 212	3 027	3 261	3 176	3 106
Résultat d'exploitation ajusté								
Sans-fil	790	696	875	821	765	687	843	796
Cable	409	433	425	431	429	421	403	403
Solutions d'Affaires	28	29	29	25	23	27	22	22
Media	(24)	49	55	64	(7)	75	50	79
Éléments relevant du siège social et éliminations intersociétés	(42)	(40)	(43)	(35)	(31)	(34)	(30)	(24)
Résultat d'exploitation ajusté¹	1 161	1 167	1 341	1 306	1 179	1 176	1 288	1 276
(Charge) recouvrement au titre de la rémunération fondée sur des actions	(5)	(18)	(7)	(1)	(58)	(57)	(26)	12
Frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges	(9)	(24)	(38)	(14)	(9)	(10)	(7)	(33)
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	(519)	(508)	(477)	(463)	(450)	(453)	(437)	(466)
Dépréciation d'actifs	—	—	—	—	—	(80)	—	—
Charges financières	(225)	(196)	(180)	(185)	(181)	(183)	(169)	(159)
Autres produits (charges)	10	14	(3)	60	10	241	(6)	7
Bénéfice net avant impôt sur le résultat	413	435	636	703	491	634	643	637
Charge d'impôt sur le résultat	(106)	(115)	(172)	(171)	(138)	(112)	(177)	(224)
Bénéfice net des activités poursuivies	307 \$	320 \$	464 \$	532 \$	353 \$	522 \$	466 \$	413 \$
Perte découlant des activités abandonnées	—	—	—	—	—	—	—	(13)
Bénéfice net	307 \$	320 \$	464 \$	532 \$	353 \$	522 \$	466 \$	400 \$
Bénéfice par action des activités poursuivies								
De base	0,60 \$	0,62 \$	0,90 \$	1,03 \$	0,69 \$	1,01 \$	0,90 \$	0,79 \$
Dilué	0,57 \$	0,62 \$	0,90 \$	0,93 \$	0,68 \$	1,01 \$	0,90 \$	0,77 \$
Bénéfice par action								
De base	0,60 \$	0,62 \$	0,90 \$	1,03 \$	0,69 \$	1,01 \$	0,90 \$	0,77 \$
Dilué	0,57 \$	0,62 \$	0,90 \$	0,93 \$	0,68 \$	1,01 \$	0,90 \$	0,75 \$
Bénéfice net	307 \$	320 \$	464 \$	532 \$	353 \$	522 \$	466 \$	400 \$
Perte découlant des activités abandonnées	—	—	—	—	—	—	—	13
Bénéfice net des activités poursuivies	307 \$	320 \$	464 \$	532 \$	353 \$	522 \$	466 \$	413 \$
Ajouter (déduire) :								
Charge (recouvrement) au titre de la rémunération fondée sur des actions	5	18	7	1	58	57	26	(12)
Frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges	9	24	38	14	9	10	7	33
Perte liée aux remboursements sur la dette à long terme	29	—	—	—	—	—	—	—
Dépréciation d'actifs	—	—	—	—	—	80	—	—
Profit sur la vente de TVTropolis	—	—	—	(47)	—	—	—	—
Profit sur la distribution de spectre	—	—	—	—	—	(233)	—	—
Incidence fiscale des éléments susmentionnés	(10)	(5)	(8)	(11)	(6)	12	(4)	(10)
Ajustement d'impôt sur le résultat, modification des lois fiscales	—	—	—	8	—	—	—	54
Résultat net ajusté¹	340 \$	357 \$	501 \$	497 \$	414 \$	448 \$	495 \$	478 \$
Résultat par action ajusté tiré des activités poursuivies¹								
De base	0,66 \$	0,69 \$	0,97 \$	0,97 \$	0,80 \$	0,87 \$	0,96 \$	0,92 \$
Dilué	0,66 \$	0,69 \$	0,97 \$	0,96 \$	0,80 \$	0,86 \$	0,96 \$	0,91 \$
Entrées d'immobilisations corporelles	488 \$	703 \$	548 \$	525 \$	464 \$	707 \$	528 \$	458 \$
Flux de trésorerie disponibles ¹	356 \$	109 \$	506 \$	505 \$	428 \$	39 \$	561 \$	633 \$
Entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles	408 \$	1 072 \$	1 052 \$	1 061 \$	805 \$	668 \$	1 146 \$	1 079 \$

¹ Le résultat d'exploitation ajusté, le résultat net ajusté, le résultat par action de base et dilué ajusté et les flux de trésorerie disponibles sont des mesures non conformes aux PCGR et ne devraient pas être considérés comme un substitut ou une solution de rechange aux mesures conformes aux PCGR. Ces mesures ne sont pas définies en vertu des IFRS et n'ont pas de signification normalisée et, par conséquent, leur fiabilité à des fins de comparaison avec les résultats d'autres sociétés est incertaine. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR » pour obtenir de plus amples renseignements au sujet de ces mesures et sur la façon dont nous les calculons.

Garants de la dette à long terme

Au 31 mars 2014, nos titres d'emprunt publics en circulation, nos facilités de crédit bancaire et de lettres de crédit de 2,5 milliards de dollars et nos dérivés sont des obligations non garanties de RCI, en sa qualité de débiteur, et de Rogers Communications Partnership (« RCP »), en sa qualité de codébiteur ou de garant, selon le cas.

Le tableau qui suit fournit une sélection de données financières consolidées non auditées résumées de RCI pour les périodes indiquées et inclut des colonnes distinctes pour : i) RCI, ii) RCP, iii) les filiales non garanties (les « autres filiales »), sur une base combinée, iv) les ajustements de consolidation et v) les totaux consolidés.

Trimestres clos les 31 mars (non audité)	RCI ^{1,2}		RCP ^{1,2}		Filiales non garanties ^{1,2}		Ajustements de consolidation ^{1,2}		Totaux	
	31 mars 2014	31 mars 2013	31 mars 2014	31 mars 2013	31 mars 2014	31 mars 2013	31 mars 2014	31 mars 2013	31 mars 2014	31 mars 2013
	(en millions de dollars)									
Données sélectionnées tirées des états du résultat net										
Produits	5 \$	2 \$	2 641 \$	2 711 \$	407 \$	351 \$	(33) \$	(37) \$	3 020 \$	3 027 \$
Bénéfice net (perte nette)	307	353	704	765	(120)	175	(584)	(940)	307	353

À la clôture des périodes (non audité)	RCI ^{1,2}		RCP ^{1,2}		Filiales non garanties ^{1,2}		Ajustements de consolidation ^{1,2}		Totaux	
	31 mars 2014	31 déc. 2013	31 mars 2014	31 déc. 2013	31 mars 2014	31 déc. 2013	31 mars 2014	31 déc. 2013	31 mars 2014	31 déc. 2013
	(en millions de dollars)									
Données sélectionnées tirées des états de la situation financière										
Actifs courants	18 136 \$	16 592 \$	10 534 \$	11 035 \$	4 733 \$	3 594 \$	(29 267) \$	(26 900) \$	4 136 \$	4 321 \$
Actifs non courants	21 239	19 464	13 407	12 731	22 387	21 678	(36 808)	(34 593)	20 225	19 280
Passifs courants	15 719	14 853	2 583	3 014	16 527	15 269	(30 909)	(28 530)	3 920	4 606
Passifs non courants	15 227	13 018	195	293	1 190	1 186	(1 089)	(171)	15 523	14 326

¹ Aux fins du tableau ci-dessus, les placements dans des filiales sont comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence.

² Les montants présentés au titre des passifs courants et des passifs non courants de RCP n'incluent pas les obligations découlant du fait d'agir en qualité de codébiteur ou de garant, selon le cas, de la dette à long terme de RCI.

À propos des énoncés prospectifs

Le présent rapport de gestion contient des énoncés prospectifs, au sens de la législation applicable aux valeurs mobilières, et des hypothèses concernant, notamment, les activités, les activités opérationnelles ainsi que la performance et la situation financières de la Société, qui ont été approuvés par la direction à la date du présent rapport de gestion. Ces énoncés prospectifs et hypothèses comprennent, notamment, des énoncés sur les objectifs de la Société et ses stratégies pour les atteindre ainsi que des énoncés sur ses opinions, plans, attentes, prévisions, estimations ou intentions.

Information et énoncés prospectifs

- incluent habituellement des termes comme « prévoir », « supposer », « croire », « avoir l'intention de », « estimer », « planifier », « projeter », « objectifs », « perspectives » et d'autres expressions semblables et l'utilisation du futur et du conditionnel, mais ne contiennent pas nécessairement tous ces termes et expressions;
- comprennent les conclusions, prévisions et projections fondées sur nos objectifs et stratégies actuels ainsi que sur des estimations, attentes, hypothèses et autres facteurs, dont la plupart sont de nature confidentielle et exclusive, que nous jugeons raisonnables à l'heure actuelle, mais qui pourraient se révéler incorrectes;
- ont été approuvés par la direction de la Société à la date du présent rapport de gestion.

Nos informations et énoncés prospectifs comprennent des prévisions et des projections liées aux éléments suivants, notamment :

- les produits
- le résultat d'exploitation ajusté
- les dépenses en immobilisations corporelles
- les paiements d'impôt en trésorerie
- les flux de trésorerie disponibles
- les paiements de dividendes
- la croissance prévue du nombre d'abonnés et des services auxquels ils souscrivent
- le coût d'acquisition et de fidélisation des abonnés et de déploiement de nouveaux services
- les réductions de coûts et les gains en efficacité continue
- la croissance des nouveaux produits et services
- tous les autres énoncés qui ne relèvent pas de faits passés.

Nos conclusions, prévisions et projections sont fondées sur les facteurs suivants, notamment :

- les taux de croissance générale de l'économie et du secteur
- les cours de change en vigueur
- les niveaux de tarification des produits et l'intensité de la concurrence
- la croissance du nombre d'abonnés
- les prix et les taux d'utilisation et d'attrition
- l'évolution de la réglementation gouvernementale
- le déploiement de la technologie
- la disponibilité des appareils
- le calendrier de lancement des nouveaux produits
- le coût du contenu et du matériel
- l'intégration des acquisitions
- la structure et la stabilité du secteur.

À moins d'indication contraire, le présent rapport de gestion et les énoncés prospectifs de la Société ne tiennent pas compte de l'incidence éventuelle d'éléments non récurrents ou exceptionnels ni des cessions, monétisations, fusions, acquisitions, regroupements d'entreprises ou autres transactions qui pourraient être envisagés ou annoncés ou qui pourraient survenir après la date des énoncés prospectifs figurant aux présentes.

Risques et incertitudes

Les événements et résultats réels pourraient différer sensiblement de ceux exprimés explicitement ou implicitement dans les énoncés prospectifs en raison des risques, incertitudes et autres facteurs, dont bon nombre sont indépendants de notre volonté, y compris, sans toutefois s'y limiter :

- les nouvelles normes comptables et les nouvelles interprétations des organismes de normalisation comptable
- la conjoncture économique
- l'évolution technologique
- l'intégration des acquisitions
- les variations imprévues des coûts de matériel ou de contenu
- l'évolution de la conjoncture dans les secteurs du divertissement, de l'information et des communications
- la modification de la réglementation
- les litiges et les questions fiscales
- l'intensité de la concurrence
- l'émergence de nouvelles occasions d'affaires.

Ces facteurs peuvent avoir une incidence sur nos objectifs, nos stratégies et nos intentions. Un grand nombre de ces facteurs est indépendant de notre volonté ou de nos attentes actuelles. Par conséquent, si ces risques, incertitudes ou autres facteurs se concrétisaient, si les objectifs, stratégies ou intentions actuels de la Société changeaient ou si les autres facteurs ou hypothèses qui sous-tendent les énoncés prospectifs se révélaient incorrects, les résultats réels et nos plans pourraient différer considérablement des prévisions courantes.

Par conséquent, les investisseurs doivent faire preuve de prudence à l'égard des énoncés prospectifs et il serait déraisonnable de leur part de se fier indûment à ces énoncés en croyant qu'ils leur confèrent quelque droit établi que ce soit en ce qui concerne nos résultats ou plans futurs. La Société n'est nullement tenue (et rejette expressément une telle obligation) de mettre à jour ou de modifier les énoncés contenant des informations prospectives et les facteurs ou hypothèses sous-jacents à ces énoncés, que ce soit en raison de renseignements nouveaux, d'événements futurs ou autrement, sauf si la loi l'exige. Tous les énoncés prospectifs paraissant dans le présent rapport de gestion sont assujettis à cette mise en garde.

Avant de prendre une décision d'investissement

Avant de prendre toute décision d'investissement et pour une analyse détaillée des risques, des incertitudes et du contexte liés à nos activités, il y a lieu de revoir attentivement les rubriques « Mise à jour sur les risques et les incertitudes » et « Évolution de la réglementation » du présent rapport de gestion, ainsi que les rubriques « Réglementation de notre secteur » et « Gouvernance et gestion des risques » de notre rapport de gestion annuel de 2013. Notre rapport de gestion annuel de 2013 est disponible en ligne sur rogers.com/investors, sedar.com et sec.gov ou directement auprès de Rogers.

À propos de Rogers Communications Inc.

Rogers Communications est une société ouverte canadienne de premier plan diversifiée dans les communications et les médias. Elle est le principal fournisseur de services de communications sans fil et l'un des plus importants fournisseurs de services de télévision, d'accès Internet haute vitesse et de téléphonie par câble aux particuliers et aux entreprises. Par l'intermédiaire de Rogers Media, la Société exerce des activités de radiodiffusion, de télédiffusion et de téléachat, elle publie des magazines et des revues spécialisées et elle est présente dans le secteur du divertissement sportif et des médias numériques.

La Société est inscrite à la cote de la Bourse de Toronto (TSX : RCI.A et RCI.B) et de la New York Stock Exchange (NYSE : RCI).

Pour en savoir davantage sur le groupe de sociétés Rogers, il y a lieu de consulter le site www.rogers.com/investors. L'information obtenue sur le site Web de la Société ou liée à celui-ci ne fait pas partie du présent rapport de gestion et n'y est pas intégrée.

Relations avec les investisseurs

Bruce M. Mann
416.935.3532
bruce.mann@rci.rogers.com

Dan R. Coombes
416.935.3550
dan.coombes@rci.rogers.com

Bruce Watson
416.935.3582
bruce.watson@rci.rogers.com

Relations avec les médias

Terrie Tweddle
416.935.4727
terrie.tweddle@rci.rogers.com

Conférence téléphonique trimestrielle à l'intention de la communauté financière

La téléconférence sur les résultats du premier trimestre de 2014 avec la communauté financière se tiendra :

- le 21 avril 2014
- à 16 h 30, heure de l'Est
- à l'adresse rogers.com/webcast

Une rediffusion sera présentée à l'adresse rogers.com/investors et sera accessible depuis la page Événements et présentations pendant une période d'au moins deux semaines suivant la téléconférence. En outre, les investisseurs sont priés de noter que la direction de Rogers fait à l'occasion des allocutions lors de conférences de sociétés de courtage à l'intention des investisseurs. La plupart du temps, ces conférences sont diffusées sur le Web et lorsqu'il y a une webdiffusion, les liens sont offerts sur le site Web de Rogers, à l'adresse rogers.com/events généralement au moins deux jours avant la conférence.

Renseignements additionnels

Vous trouverez des renseignements additionnels à notre sujet, notamment notre notice annuelle, sur notre site Web (rogers.com/investors), sur SEDAR (sedar.com) et sur EDGAR (sec.gov) ou en envoyant votre demande par courriel à l'adresse investor.relations@rci.rogers.com. L'information sur les sites en question ou sur des sites Web liés et d'autres sites Web mentionnés aux présentes ne fait pas partie du rapport de gestion et n'y est pas intégrée par renvoi.

Vous pouvez également visiter la page rogers.com/investors pour en savoir davantage sur nos pratiques de gouvernance, notre présentation de rapports sur la responsabilité sociale et pour obtenir un glossaire des termes des communications et des médias et d'autres renseignements sur nos activités.

###



Rogers Communications Inc.

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS INTERMÉDIAIRES NON AUDITÉS

Trimestres clos les 31 mars 2014 et 2013

Rogers Communications Inc.

États consolidés résumés intermédiaires non audités du résultat net
(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)

		Trimestres clos les	
		31 mars	
	<i>Note</i>	2014	2013
Produits opérationnels		3 020 \$	3 027 \$
Coûts opérationnels	4	1 864	1 906
Frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges	7	9	9
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles		519	450
Charges financières	5	225	181
Autres produits		(10)	(10)
Bénéfice avant impôt sur le résultat		413	491
Charge d'impôt sur le résultat		106	138
Bénéfice net de la période		307 \$	353 \$
Bénéfice par action			
De base	10	0,60 \$	0,69 \$
Dilué	10	0,57	0,68

Les notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités en font partie intégrante.

Rogers Communications Inc.États consolidés résumés intermédiaires non audités du résultat global
(en millions de dollars canadiens)

	Trimestres clos les	
	31 mars	
	2014	2013
Bénéfice net de la période	307 \$	353 \$
Autres éléments du résultat global		
Éléments pouvant être par la suite reclassés dans le bénéfice		
Variation de la juste valeur des placements disponibles à la vente		
Augmentation de la juste valeur	139	134
Charge d'impôt sur le résultat connexe	(18)	(14)
	121	120
Instruments dérivés utilisés comme couvertures de flux de trésorerie		
Augmentation (diminution) de la juste valeur des instruments dérivés	336	(6)
Reclassement du profit de change sur la dette à long terme dans le bénéfice net	(270)	(63)
Reclassement de la perte liée aux remboursements sur la dette à long terme dans le bénéfice net	29	–
Reclassement du profit de change sur les dépenses dans le bénéfice net	(18)	(2)
Reclassement des intérêts courus dans le bénéfice net	–	13
Recouvrement (charge) d'impôt sur le résultat connexe	(21)	9
	56	(49)
Autres éléments du résultat global de la période	177	71
Résultat global de la période	484 \$	424 \$

Les notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités en font partie intégrante.

Rogers Communications Inc.

États consolidés résumés intermédiaires non audités de la situation financière
(en millions de dollars canadiens)

	<i>Note</i>	31 mars 2014	31 décembre 2013
Actifs			
Actifs courants			
Trésorerie et équivalents de trésorerie		2 181 \$	2 301 \$
Débiteurs		1 313	1 509
Autres actifs courants		537	438
Partie courante des instruments dérivés	13	105	73
Total des actifs courants		4 136	4 321
Immobilisations corporelles		10 268	10 255
Goodwill	6	3 759	3 751
Immobilisations incorporelles	6	3 195	3 211
Placements	8	1 636	1 487
Instruments dérivés	13	310	148
Autres actifs à long terme	9	1 012	397
Actifs d'impôt différé		45	31
Total des actifs		24 361 \$	23 601 \$
Passifs et capitaux propres			
Passifs courants			
Emprunts à court terme	11	650 \$	650 \$
Créditeurs et charges à payer		1 839	2 344
Impôt sur le résultat à payer		52	22
Partie courante des provisions		6	7
Partie courante de la dette à long terme	12	918	1 170
Partie courante des instruments dérivés	13	52	63
Produits constatés d'avance		403	350
Total des passifs courants		3 920	4 606
Provisions		37	40
Dette à long terme	12	13 536	12 173
Instruments dérivés	13	20	83
Autres passifs à long terme		226	328
Passifs d'impôt différé		1 704	1 702
Total des passifs		19 443	18 932
Capitaux propres	14	4 918	4 669
Total des passifs et des capitaux propres		24 361 \$	23 601 \$
Passifs éventuels	17		
Événements postérieurs à la date de clôture	9, 11, 12, 13,14		

Les notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités en font partie intégrante.

Rogers Communications Inc.

 États consolidés résumés intermédiaires non audités des variations des capitaux propres
 (en millions de dollars canadiens)

Trimestre clos le 31 mars 2014	Actions de catégorie A avec droit de vote		Actions de catégorie B sans droit de vote		Résultats non distribués	Réserve d'actifs financiers disponibles à la vente	Réserve de couverture	Total des capitaux propres
	Montant	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Nombre d'actions (en milliers)				
Soldes au 31 décembre 2013	72 \$	112 462	401 \$	402 281	3 896 \$	401 \$	(101) \$	4 669 \$
Bénéfice net de la période	-	-	-	-	307	-	-	307
Autres éléments du résultat global								
Placements disponibles à la vente après impôt	-	-	-	-	-	121	-	121
Instruments dérivés après impôt	-	-	-	-	-	-	56	56
Total des autres éléments du résultat global	-	-	-	-	-	121	56	177
Résultat global de la période	-	-	-	-	307	121	56	484
Transactions avec les actionnaires inscrites directement dans les capitaux propres								
Dividendes déclarés	-	-	-	-	(235)	-	-	(235)
Soldes au 31 mars 2014	72 \$	112 462	401 \$	402 281	3 968 \$	522 \$	(45) \$	4 918 \$

Trimestre clos le 31 mars 2013	Actions de catégorie A avec droit de vote		Actions de catégorie B sans droit de vote		Résultats non distribués	Réserve d'actifs financiers disponibles à la vente	Réserve de couverture	Total des capitaux propres
	Montant	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Nombre d'actions (en milliers)				
Soldes au 31 décembre 2012	72 \$	112 462	397 \$	402 788	3 046 \$	243 \$	10 \$	3 768 \$
Bénéfice net de la période	-	-	-	-	353	-	-	353
Autres éléments du résultat global								
Placements disponibles à la vente après impôt	-	-	-	-	-	120	-	120
Instruments dérivés après impôt	-	-	-	-	-	-	(49)	(49)
Total des autres éléments du résultat global	-	-	-	-	-	120	(49)	71
Résultat global de la période	-	-	-	-	353	120	(49)	424
Transactions avec les actionnaires inscrites directement dans les capitaux propres								
Dividendes déclarés	-	-	-	-	(224)	-	-	(224)
Actions émises à l'exercice d'options sur actions	-	-	2	40	-	-	-	2
Total des transactions avec les actionnaires	-	-	2	40	(224)	-	-	(222)
Soldes au 31 mars 2013	72 \$	112 462	399 \$	402 828	3 175 \$	363 \$	(39) \$	3 970 \$

Les notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités en font partie intégrante.

Rogers Communications Inc.

Tableaux consolidés résumés intermédiaires non audités des flux de trésorerie
(en millions de dollars canadiens)

	Note	Trimestres clos les	
		2014	31 mars 2013
Flux de trésorerie liés aux activités suivantes :			
Activités opérationnelles			
Bénéfice net de la période		307 \$	353 \$
Ajustements visant à rapprocher le bénéfice net et les entrées nettes de trésorerie liées aux activités opérationnelles			
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles		519	450
Amortissement des droits de diffusion		16	13
Charges financières	5	225	181
Charge d'impôt sur le résultat		106	138
Cotisations aux régimes de retraite, déduction faite des charges		(85)	(3)
Charge au titre de la rémunération fondée sur des actions	15	5	58
Autres		(6)	(1)
		1 087	1 189
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement opérationnel		(309)	(47)
		778	1 142
Impôt sur le résultat payé		(134)	(115)
Intérêts payés		(236)	(222)
Entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles		408	805
Activités d'investissement			
Entrées d'immobilisations corporelles		(488)	(464)
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement liés aux immobilisations corporelles		(17)	(52)
Acquisitions et autres transactions stratégiques	9	(658)	(241)
Entrées de droits de diffusion		(7)	(14)
Autres		(3)	(24)
Sorties de trésorerie liées aux activités d'investissement		(1 173)	(795)

Rogers Communications Inc.

Tableaux consolidés résumés intermédiaires non audités des flux de trésorerie
(en millions de dollars canadiens)

	Note	Trimestres clos les	
		2014	31 mars 2013
Activités de financement			
Émission de titres d'emprunt à long terme	12	2 082	1 030
Remboursements sur la dette à long terme	12	(1 221)	–
Païement versé au règlement de swaps de devises et au règlement de contrats à terme		(2 115)	–
Produit tiré du règlement de swaps de devises et du règlement de contrats à terme		2 150	–
Coûts de transaction engagés	12	(27)	(15)
Produit tiré des emprunts à court terme	11	–	400
Dividendes payés		(224)	(204)
Entrées de trésorerie liées aux activités de financement		645	1 211
Variation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie		(120)	1 221
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période		2 301	213
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période		2 181 \$	1 434 \$
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement opérationnel			
Débiteurs		199 \$	173 \$
Autres actifs courants		(100)	(45)
Créditeurs et charges à payer		(461)	(183)
Produits constatés d'avance		53	8
		(309) \$	(47) \$

La trésorerie et les équivalents de trésorerie (avances bancaires) s'entendent de l'encaisse et des dépôts à court terme ayant une échéance initiale de moins de 90 jours, moins les avances bancaires. Aux 31 mars 2014 et 2013, le solde de la trésorerie et des équivalents de trésorerie se composait de la trésorerie et de dépôts à vue.

Les notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités en font partie intégrante.

Rogers Communications Inc.

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités

(Les montants des tableaux sont en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action et sauf indication contraire.)

NOTE 1 : NATURE DE L'ENTREPRISE

Rogers Communications Inc. est un groupe canadien diversifié dans les communications et les médias. Les activités et les ventes de Rogers se déroulent presque exclusivement au Canada. RCI est constituée en personne morale au Canada et son siège social est situé au 333 Bloor Street East, Toronto (Ontario) M4W 1G9. Les actions de RCI sont inscrites à la cote de la Bourse de Toronto (TSX : RCI.A et RCI.B) et de la New York Stock Exchange (NYSE : RCI).

Nous présentons nos résultats selon les quatre secteurs suivants :

Sans-fil	Activités de télécommunications sans fil destinées aux entreprises et aux consommateurs canadiens.
Cable	Activités de télécommunications par câble, y compris les services de télévision, d'accès Internet et de téléphonie par câble pour les entreprises et les consommateurs canadiens.
Solutions d'Affaires	Connectivité réseau offerte au moyen de nos actifs liés au réseau de fibre optique afin de prendre en charge un éventail de services de transmission de la voix et des données, de réseau, de centres de données et d'infonuagique aux entreprises canadiennes de moyenne et grande envergure et aux administrations gouvernementales et autres entreprises de télécommunications.
Media	Portefeuille diversifié de propriétés de médias qui comprend des activités de télédiffusion, de radiodiffusion, de médias numériques, d'achat multiplateforme, d'édition et de divertissement et médias sportifs.

Sans-fil, Cable et Solutions d'Affaires sont exploités par Rogers Communications Partnership et nos autres filiales en propriété exclusive. Le secteur Media est exploité par notre filiale en propriété exclusive Rogers Media Inc. et ses filiales.

Les termes « nous », « notre », « nos », « Rogers », « Rogers Communications » et « la Société » désignent Rogers Communications Inc. et ses filiales. Le terme « RCI » s'entend de l'entité juridique Rogers Communications Inc., à l'exclusion de nos filiales. RCI détient également des participations dans divers placements et entreprises.

Déclaration de conformité

Nous avons établi nos états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités pour le trimestre clos le 31 mars 2014 (les « états financiers intermédiaires du premier trimestre de 2014 ») selon la Norme comptable internationale IAS 34, *Information financière intermédiaire* (l'« IAS 34 »), telle qu'elle est publiée par l'International Accounting Standards Board (l'« IASB »), et conformément aux méthodes comptables et aux méthodes d'application employées pour les états financiers consolidés audités annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2013 (les « états financiers de 2013 »), exception faite des nouvelles méthodes comptables adoptées le 1^{er} janvier 2014, ainsi qu'il est décrit plus en détail à la note 2. Les présents états financiers intermédiaires du premier trimestre de 2014 ont été approuvés par le comité d'audit le 21 avril 2014.

NOTE 2 : PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Mode de présentation

Les notes incluses dans les présents états financiers intermédiaires du premier trimestre de 2014 ne reflètent que les changements et transactions importants survenus depuis la fin de notre dernier exercice et elles ne contiennent pas toutes les informations qui doivent être présentées dans les états financiers annuels aux termes des Normes internationales d'information financière (*International Financial Reporting Standards* ou les « IFRS »). Les présents états financiers intermédiaires du premier trimestre de 2014 doivent être lus en parallèle avec les états financiers de 2013.

Nos résultats opérationnels sont assujettis à des fluctuations saisonnières qui ont une incidence significative sur les résultats opérationnels d'un trimestre à l'autre. Par conséquent, les résultats opérationnels d'un trimestre ne sont pas nécessairement représentatifs des résultats opérationnels d'un trimestre ultérieur.

Nous avons adopté les nouvelles normes comptables et modifications ci-dessous qui s'appliquent à nos états financiers consolidés intermédiaires et annuels à compter du 1^{er} janvier 2014 :

- Modifications de l'IAS 32, *Instruments financiers : Présentation*
- Modifications de l'IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*
- IFRIC 21, *Droits ou taxes*

Les prises de position comptables que nous avons adoptées à compter du 1^{er} janvier 2014 n'ont eu aucune incidence sur nos résultats financiers.

NOTE 3 : INFORMATIONS SECTORIELLES

Nos secteurs à présenter sont Sans-fil, Cable, Solutions d'Affaires et Media. Les activités des quatre secteurs sont menées essentiellement au Canada. Les éléments relevant du siège social et les éliminations comprennent nos participations dans des unités opérationnelles qui ne sont pas des secteurs opérationnels à présenter, les fonctions administratives du siège social et l'élimination des produits et des coûts intersectoriels. Les méthodes comptables applicables à nos secteurs à présenter sont les mêmes que celles décrites à la note 2. Les résultats par secteur comprennent des éléments directement attribuables à un secteur ainsi que ceux qui, de façon raisonnable, peuvent y être affectés. Nous comptabilisons les transactions entre les secteurs à présenter comme nous le faisons pour les transactions avec des tiers et les éliminons au moment de la consolidation.

Le chef de la direction et le chef de la direction des finances constituent les principaux décideurs opérationnels et sont ceux qui examinent régulièrement nos opérations et notre performance par secteur. Ils examinent le résultat d'exploitation ajusté qu'ils considèrent comme un indicateur clé de performance pour chaque secteur et afin de prendre des décisions relatives à l'affectation des ressources. Le résultat d'exploitation ajusté correspond au résultat avant les frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges, la charge au titre de la rémunération fondée sur des actions, les amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles, les charges financières, les autres produits et l'impôt sur le résultat.

Information par secteur

Trimestre clos le 31 mars 2014	Sans-fil	Cable	Solutions d'Affaires	Media	Éléments relevant du siège social et éliminations	Totaux consolidés
Produits opérationnels	1 727 \$	860 \$	94 \$	367 \$	(28) \$	3 020 \$
Coûts opérationnels ¹	937	451	66	391	14	1 859
Résultat d'exploitation ajusté	790	409	28	(24)	(42)	1 161
Frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges						9
Charge au titre de la rémunération fondée sur des actions ¹						5
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles						519
Charges financières						225
Autres produits						(10)
Bénéfice avant impôt sur le résultat						413 \$

¹ Inclus dans les coûts opérationnels des états consolidés résumés intermédiaires non audités du résultat net.

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités

Trimestre clos le 31 mars 2013	Sans-fil	Cable	Solutions d'Affaires	Media	Éléments relevant du siège social et éliminations	Totaux consolidés
Produits opérationnels	1 760 \$	861 \$	93 \$	341 \$	(28) \$	3 027 \$
Coûts opérationnels ¹	995	432	70	348	3	1 848
Résultat d'exploitation ajusté	765	429	23	(7)	(31)	1 179
Frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges						9
Charge au titre de la rémunération fondée sur des actions ¹						58
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles						450
Charges financières						181
Autres produits						(10)
Bénéfice avant impôt sur le résultat						491 \$

¹ Inclus dans les coûts opérationnels des états consolidés résumés intermédiaires non audités du résultat net.

NOTE 4 : COÛTS OPÉRATIONNELS

	Trimestres clos les 31 mars	
	2014	2013
Coût des ventes de matériel et subventions directes pour les chaînes	299 \$	351 \$
Marchandise destinée à la revente	51	44
Autres achats externes	1 041	1 019
Salaires et avantages du personnel et rémunération fondée sur des actions	473	492
	1 864 \$	1 906 \$

NOTE 5 : CHARGES FINANCIÈRES

	Notes	Trimestres clos les 31 mars	
		2014	2013
Intérêts sur la dette à long terme		188 \$	178 \$
Intérêts sur le passif au titre des retraites		2	4
Perte liée aux remboursements sur la dette à long terme	12	29	–
Perte de change		6	15
Variation de la juste valeur des instruments dérivés		–	(12)
Intérêts inscrits à l'actif		(6)	(6)
Autres		6	2
		225 \$	181 \$

NOTE 6 : REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES

Au cours du trimestre à l'étude, nous avons conclu une acquisition d'actifs composés de certains détaillants pour une contrepartie en trésorerie de 46 millions de dollars, qui a été versée en guise de dépôt au quatrième trimestre de 2013. L'acquisition a été comptabilisée conformément à l'IFRS 3, *Regroupements d'entreprises*, ce qui a donné lieu à la comptabilisation d'actifs courants de 2 millions de dollars, de 35 millions de dollars au titre des relations clients et d'un goodwill de 9 millions de dollars. Le goodwill est déductible d'impôt et a été affecté au secteur Sans-fil. Les relations clients sont amorties sur cinq ans. Aucun coût de transaction n'a été engagé relativement à cette acquisition au cours du trimestre à l'étude.

NOTE 7 : FRAIS DE RESTRUCTURATION, COÛTS D'ACQUISITION ET AUTRES CHARGES

Au cours du trimestre clos le 31 mars 2014, nous avons engagé :

- 6 millions de dollars en frais de restructuration liés aux indemnités de départ relatives à la restructuration ciblée de notre effectif et à l'amélioration de notre structure de coûts (7 millions de dollars en 2013);
- 3 millions de dollars pour les coûts de transaction liés aux acquisitions et d'autres coûts (2 millions de dollars en 2013).

L'augmentation des passifs liés aux frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges et les paiements faits à l'égard de ces passifs au cours de 2014 se présentent comme suit :

	Au 31 décembre 2013	Entrées	Paiements	Au 31 mars 2014
Indemnités de départ relatives à la restructuration ciblée de l'effectif	44 \$	6 \$	(17) \$	33 \$
Coûts d'acquisition et autres charges	19	3	(3)	19
	63 \$	9 \$	(20) \$	52 \$

Le passif résiduel de 52 millions de dollars au 31 mars 2014 est compris dans les créiteurs et charges à payer et autres passifs à long terme. Le paiement de ce passif est prévu au cours des deux prochains exercices.

NOTE 8 : PLACEMENTS

	Au 31 mars 2014	Au 31 décembre 2013
Sociétés ouvertes	949 \$	809 \$
Sociétés fermées	105	103
Placements disponibles à la vente	1 054	912
Participations dans des partenariats et des entreprises associées	582	575
	1 636 \$	1 487 \$

NOTE 9 : AUTRES ACTIFS À LONG TERME

Nous avons participé aux enchères portant sur le spectre de 700 MHz au Canada, qui se sont conclues en février 2014, et avons obtenu des licences d'utilisation du spectre visant deux blocs contigus de 12 MHz dans la bande inférieure du spectre de 700 MHz, qui dessert la grande majorité de la population canadienne pour un total de 3 292 millions de dollars. Un paiement de 658 millions de dollars, effectué le 5 mars 2014, a été inclus dans les autres actifs à long terme.

Après la clôture du trimestre, soit le 2 avril 2014, la tranche restante de 2 634 millions de dollars a été payée et, le 3 avril 2014, nous avons pris possession des licences de 20 ans visant le spectre de 700 MHz.

NOTE 10 : BÉNÉFICE PAR ACTION

Le tableau qui suit présente le calcul du bénéfice de base et du bénéfice dilué par action pour les trimestres clos le 31 mars 2014 et 2013 :

	Trimestres clos les 31 mars	
	2014	2013
Bénéfice net de la période	307 \$	353 \$
Dénominateur (en millions)		
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation – de base	515	515
Incidence des titres ayant un effet dilutif		
Options sur actions des membres du personnel	2	3
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation – dilué	517	518
Bénéfice par action		
De base	0,60 \$	0,69 \$
Dilué	0,57	0,68

Pour le trimestre clos le 31 mars 2014, la comptabilisation des paiements fondés sur des actions en circulation selon la méthode de règlement en capitaux propres de la rémunération fondée sur des actions s'est avérée plus dilutive que la comptabilisation aux termes de la méthode de règlement en trésorerie. Par conséquent, le bénéfice net pour le trimestre clos le 31 mars 2014 a été diminué de 13 millions de dollars (néant en 2013) dans le calcul du bénéfice dilué par action afin de comptabiliser ces attributions comme si elles avaient été réglées en capitaux propres.

Au total, 503 458 options étaient hors du cours pour le trimestre clos le 31 mars 2014 (néant en 2013). Ces options ont été exclues du calcul de l'incidence des titres dilutifs, car leur effet aurait été antidilutif.

NOTE 11 : TITRISATION DES DÉBITEURS

Au 31 mars 2014, des créances clients de 1 034 millions de dollars (1 091 millions de dollars au 31 décembre 2013) avaient été vendues à l'acheteur à titre de sûreté pour un produit de 650 millions de dollars (650 millions de dollars au 31 décembre 2013), donnant lieu à un surdimensionnement de 384 millions de dollars (441 millions de dollars au 31 décembre 2013). Au cours du trimestre clos le 31 mars 2014, nous avons engagé des charges d'intérêts de 3 millions de dollars (2 millions de dollars en 2013) relativement aux emprunts, charges que nous avons comptabilisées au titre des charges financières.

Après la clôture du trimestre, soit le 2 avril 2014, un financement additionnel de 165 millions de dollars nous a été octroyé dans le cadre du programme de titrisation des débiteurs, ce qui a fait grimper le total de notre financement aux termes du programme à 815 millions de dollars.

NOTE 12 : DETTE À LONG TERME

	Date d'échéance	Montant en principal		Taux d'intérêt	31 mars 2014	31 décembre 2013
Facilité de crédit bancaire				Variable	– \$	– \$
Billets de premier rang ¹	2014	750	\$ US	6,375 %	–	798
Billets de premier rang ²	2014	350	US	5,50 %	–	372
Billets de premier rang ¹	2015	550	US	7,50 %	608	585
Billets de premier rang ²	2015	280	US	6,75 %	310	298
Billets de premier rang	2016	1 000		5,80 %	1 000	1 000
Billets de premier rang	2017	500		3,00 %	500	500
Billets de premier rang	2017	250		Variable	250	–
Billets de premier rang	2018	1 400	US	6,80 %	1 548	1 489
Billets de premier rang	2019	400		2,80 %	400	–
Billets de premier rang	2019	500		5,38 %	500	500
Billets de premier rang	2020	900		4,70 %	900	900
Billets de premier rang	2021	1 450		5,34 %	1 450	1 450
Billets de premier rang	2022	600		4,00 %	600	600
Billets de premier rang	2023	500	US	3,00 %	553	532
Billets de premier rang	2023	850	US	4,10 %	940	904
Billets de premier rang	2024	600		4,00 %	600	–
Débetures ²	2032	200	US	8,75 %	221	213
Billets de premier rang	2038	350	US	7,50 %	387	372
Billets de premier rang	2039	500		6,68 %	500	500
Billets de premier rang	2040	800		6,11 %	800	800
Billets de premier rang	2041	400		6,56 %	400	400
Billets de premier rang	2043	500	US	4,50 %	553	532
Billets de premier rang	2043	650	US	5,45 %	718	691
Billets de premier rang	2044	750	US	5,00 %	829	–
					14 567	13 436
Coûts de transaction différés et escomptes					(113)	(93)
Moins la partie courante					(918)	(1 170)
					13 536 \$	12 173 \$

¹ Correspond aux billets de premier rang émis à l'origine par Rogers Wireless Inc., qui constituent désormais des obligations non garanties de RCI et pour lesquels Rogers Communications Partnership (« RCP ») est un codébiteur non garanti.

² Correspond aux billets de premier rang et aux débetures émis à l'origine par Rogers Cable Inc., qui constituent désormais des obligations non garanties de RCI et pour lesquels RCP est un garant ordinaire.

Facilités de crédit bancaire et de lettres de crédit

Au 31 mars 2014, nos facilités de crédit bancaire et de lettres de crédit totalisaient 2,5 milliards de dollars (2,5 milliards de dollars au 31 décembre 2013). Chacune de ces facilités a pour unique garantie le cautionnement de RCP et a égalité de rang avec la totalité de nos billets de premier rang et débetures. Au 31 mars 2014 et au 31 décembre 2013, nous n'avons prélevé aucune avance sur notre facilité de crédit bancaire de 2,0 milliards de dollars et des lettres de crédit d'un montant total de 0,5 milliard de dollars étaient en cours.

Après la clôture du trimestre, soit le 2 avril 2014, nous avons emprunté 500 millions de dollars aux termes de notre facilité de crédit bancaire et, le 16 avril 2014, nous avons fait augmenter la limite de crédit, la faisant passer de 2,0 milliards de dollars à 2,5 milliards de dollars, et avons prorogé l'échéance du 20 juillet 2017 au 19 juillet 2019. La facilité de crédit bancaire de 2,5 milliards de dollars est entièrement renouvelable jusqu'à son échéance du 19 juillet 2019, et aucune réduction du montant disponible n'est prévue avant l'échéance. Les sommes empruntées aux termes de la facilité de crédit bancaire portent intérêt au taux préférentiel bancaire ou au taux de base majoré de 0 % à 1,25 % par année ou au taux des acceptations bancaires ou du taux interbancaire offert à Londres majoré de 0,85 % à 2,25 % (de 1,00 % à 2,25 % antérieurement).

Également en avril 2014, nous avons procédé au rappel et à l'annulation de lettres de crédit d'un montant total de 0,4 milliard de dollars consenties relativement aux enchères du spectre ayant récemment pris fin et la facilité de lettres de crédit connexe a aussi été annulée de manière permanente.

Billets de premier rang

Les intérêts sur la totalité de nos billets de premier rang et débetures sont payés semestriellement. Nos billets de premier rang et débetures sont remboursables en tout temps, en totalité ou en partie, à notre gré, sous réserve d'une prime de remboursement anticipé.

Émission de billets de premier rang

Un sommaire des billets de premier rang que nous avons émis aux premiers trimestres de 2014 et de 2013 est présenté ci-après :

Date d'émission	Montant en principal	Date d'échéance	Taux d'intérêt	Escompte à l'émission	Produit brut total ¹	Coûts de transaction et escomptes ²
<i>Émissions en 2014</i>						
Le 10 mars 2014	250 \$ CA	2017	Variable	100,00 %		
Le 10 mars 2014	400 \$ CA	2019	2,80 %	99,972 %		
Le 10 mars 2014	600 \$ CA	2024	4,00 %	99,706 %		
Le 10 mars 2014	750 \$ US	2044	5,00 %	99,231 %		
Total partiel					2 082 \$ CA	24 \$ CA
<i>Émissions de 2013</i>						
Le 7 mars 2013	500 \$ US	2023	3,00 %	99,845 %		
Le 7 mars 2013	500 \$ US	2043	4,50 %	99,055 %		
Total partiel	1 000 \$ US				1 030 \$ CA	15 \$ CA

¹ Produit brut avant les coûts de transaction et escomptes.

² Les coûts de transaction et escomptes sont inclus dans la valeur comptable de la dette à long terme à titre de coûts de transaction différés, et sont comptabilisés dans le bénéfice net selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les billets de premier rang susmentionnés ont pour seule garantie le cautionnement de RCP et ont égalité de rang avec l'ensemble des autres billets et débetures, ainsi que les facilités de crédit bancaire et de lettres de crédit de RCI. Nous nous servons des dérivés liés à la dette dans le but de couvrir les obligations relatives au principal et aux intérêts contre le risque de change lié à nos billets de premier rang et à nos débetures libellés en dollars américains (se reporter à la note 13).

Remboursement des billets de premier rang et règlements des dérivés connexes

Au trimestre à l'étude, nous avons remboursé ou racheté nos billets de premier rang échéant en 2014, qui se chiffraient à 750 millions de dollars américains (834 millions de dollars canadiens) et à 350 millions de dollars américains (387 millions de dollars canadiens), pour un total de 1 221 millions de dollars et les dérivés liés à la dette connexes sont venus à échéance en mars 2014.

Au remboursement de ces billets de premier rang, une perte de 29 millions de dollars, qui avait été différée dans la réserve de couverture au cours des exercices précédents, a été comptabilisée dans le bénéfice net. Cette perte a trait à des transactions qui ont eu lieu en 2008 et en 2013 et dans le cadre desquelles les cours de change contractuels sur les dérivés liés à la dette connexes ont été renégociés selon les cours alors en vigueur. Il y a lieu de se reporter à note 13 pour un complément d'information sur les dérivés liés à la dette.

Au 31 mars 2014, un montant de 6,03 milliards de dollars américains (6,38 milliards de dollars américains en 2013) au titre de la dette à long terme libellée en dollars américains était entièrement couvert contre les fluctuations des cours de change.

NOTE 13 : INSTRUMENTS FINANCIERS**Instrument dérivés**

Nous avons recours à des instruments dérivés pour gérer les risques liés à certaines activités auxquelles nous prenons part. Ceux-ci comprennent :

	<i>Le risque que gèrent les instruments</i>	<i>Types d'instruments dérivés</i>
Dérivés liés à la dette	<ul style="list-style-type: none"> L'incidence de la fluctuation des cours de change sur les paiements en principal et les paiements d'intérêts liés à la dette à long terme libellée en dollars américains. 	<ul style="list-style-type: none"> Swaps de devises Contrats de change à terme (de temps à autre, au besoin)
Dérivés liés aux dépenses	<ul style="list-style-type: none"> L'incidence de la fluctuation des cours de change sur les dépenses prévues libellées en dollars américains. 	<ul style="list-style-type: none"> Contrats de change à terme
Dérivés liés aux capitaux propres	<ul style="list-style-type: none"> L'incidence de la fluctuation du cours des actions sur la charge liée à la rémunération fondée sur des actions. 	<ul style="list-style-type: none"> Swaps sur rendement total

Nous avons recours à des instruments dérivés aux seules fins de la gestion des risques, et non pas à des fins de spéculation.

Dérivés liés à la dette

Nous avons recours à des swaps de devises pour couvrir le risque de change lié à toutes les obligations au titre du principal et des intérêts sur nos débetures et billets de premier rang libellés en dollars américains.

Au premier trimestre de 2014 et en 2013, nous avons conclu des transactions sur dérivés liés à la dette, comme suit :

- conclusion de nouveaux dérivés liés à la dette pour couvrir les billets de premier rang émis au cours de la période;
- arrivée à l'échéance de dérivés liés à la dette existants parallèlement au remboursement ou au rachat des billets de premier rang connexes;
- résiliation de dérivés liés à la dette existants et conclusion de nouveaux dérivés liés à la dette comportant des modalités différentes aux fins de la couverture de billets de premier rang existants (en 2013 seulement).

Nouveaux dérivés liés à la dette pour couvrir les billets de premier rang émis :

Entrée en vigueur	Montant du principal/ notionnel en \$ US	\$ US		Incidence de la couverture	
		Date d'échéance	Taux nominal	Taux d'intérêt fixe couvert en \$ CA ¹	Équivalent en \$ CA à taux fixe
Le 10 mars 2014	750 \$ US	2044	5,00 %	4,99 %	832 \$
Le 7 mars 2013	500 \$ US	2023	3,00 %	3,62 %	515 \$
Le 7 mars 2013	500 \$ US	2043	4,50 %	4,60 %	515 \$
Total partiel	1 000 \$ US				1 030 \$

¹ Conversion d'un taux nominal fixe en \$ US en un taux moyen pondéré fixe en \$ CA.

Dérivés liés à la dette arrivés à échéance :

Date d'échéance	Montant notionnel	Règlement en trésorerie, montant net (produit)
Le 1 ^{er} mars 2014	750 \$ US	(61) \$
Le 15 mars 2014	350 \$ US	26 \$

Résiliation et remplacement des dérivés liés à la dette existants et conclusion de nouveaux dérivés liés à la dette :

Dérivés liés à la dette résiliés				Nouveaux dérivés liés à la dette			Incidence de la couverture	
Date de résiliation	Montant notionnel	Échéance initiale	Règlement en trésorerie	Date de conclusion	Montant des dérivés	Nouvelle échéance	Taux moyen pondéré fixe	Équivalent en \$ CA à taux fixe
Le 6 mars 2013	350 \$ US	2018	Néant	Le 6 mars 2013	350 \$ US	2038	7,62 %	359 \$

Dérivés liés aux dépenses

Au cours du trimestre clos le 31 mars 2014, nous avons conclu des contrats de change à terme (les « dérivés liés aux dépenses ») additionnels s'élevant à 200 millions de dollars américains pour gérer le risque de change de certaines dépenses prévues. Ces contrats de change à terme viennent à échéance de janvier 2015 à avril 2015 inclusivement, au taux moyen de 1,11 \$ pour 1,00 \$ US.

Au 31 mars 2014, nous avons des dérivés liés aux dépenses en cours d'un montant de 875 millions de dollars américains, qui venaient à échéance d'avril 2014 à avril 2015, à un taux moyen de 1,05 \$ pour 1,00 \$ US, lesquels ont été désignés à titre de couvertures à des fins comptables.

La variation de la juste valeur de ces dérivés liés aux dépenses est comptabilisée dans les autres éléments du résultat global et l'inefficacité de la couverture est directement comptabilisée dans le bénéfice net. Lorsque les transactions couvertes touchent le bénéfice net, des montants équivalents provenant de la réserve de couverture sont reclassés dans le bénéfice net. Tous les dérivés liés aux dépenses actuellement en cours ont été désignés comme des couvertures efficaces contre le risque de change à des fins comptables.

Au cours du trimestre clos le 31 mars 2014, nous avons réglé une tranche de 225 millions de dollars américains au titre des dérivés liés aux dépenses contre 229 millions de dollars canadiens, au taux moyen de 1,02 \$ pour 1,00 \$ US.

Dérivés liés aux capitaux propres

En février et en mars 2013, nous avons conclu des dérivés liés à la rémunération fondée sur des actions (les « dérivés liés aux capitaux propres ») pour couvrir le risque d'appréciation des cours liés à 5,7 millions d'actions de catégorie B sans droit de vote de RCI, qui ont été attribuées dans le cadre de nos programmes de rémunération fondée sur des actions relativement aux options sur actions, aux unités d'actions de négociation restreinte et aux unités d'actions différées (se reporter à la note 15). Les dérivés liés aux capitaux propres ont été conclus à un prix moyen pondéré de 50,37 \$ dont l'échéance initiale de un an est renouvelable pour des périodes de un an additionnelles avec le consentement des contreparties à l'opération de couverture. Les dérivés liés aux capitaux propres n'ont pas été désignés comme des couvertures à des fins comptables. Toute variation de la juste valeur des dérivés liés aux capitaux propres est comptabilisée en tant que charge au titre de la rémunération fondée sur des actions et contrebalance en partie l'incidence des fluctuations comptabilisées dans le passif au titre de la rémunération fondée sur des actions liée aux options sur actions, aux unités d'actions de négociation restreinte et aux unités d'actions différées.

Au cours du trimestre clos le 31 mars 2014, nous avons comptabilisé une charge de 11 millions de dollars au titre de la rémunération fondée sur des actions relativement à la variation de la juste valeur de nos contrats de dérivés liés aux capitaux propres, déduction faite des paiements reçus. Au 31 mars 2014, la juste valeur des dérivés liés aux capitaux propres se composait d'un passif de 26 millions de dollars, lequel est inclus dans la partie courante des passifs au titre des instruments dérivés.

Après la clôture du trimestre, en avril 2014, nous avons signé des accords de prorogation pour chacun de nos contrats de dérivés liés aux capitaux propres selon des modalités essentiellement identiques avec des dates d'échéance révisées et maintenant fixées en avril 2015 (auparavant en avril 2014).

Justes valeurs

La valeur comptable de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des débiteurs, des emprunts à court terme et des créiteurs et charges à payer se rapproche de la juste valeur en raison de la nature à court terme de ces instruments financiers.

La juste valeur de nos placements dans des sociétés ouvertes est déterminée selon les cours du marché. La juste valeur de nos placements dans des sociétés fermées est déterminée selon la valeur marchande de transactions similaires ou à partir de techniques d'évaluation bien établies, fondées sur le marché ou les actifs, ou de techniques d'évaluation du résultat projeté, lesquelles sont appliquées comme il se doit à chaque placement, en fonction des activités futures et des perspectives de rentabilité.

La juste valeur de chacun de nos titres d'emprunt publics est fondée sur les rendements du marché estimés à la clôture de la période. Nous déterminons la juste valeur de nos dérivés liés à la dette et de nos dérivés liés aux dépenses (les « dérivés ») selon une méthode d'évaluation de la valeur de marché, tenant compte de la qualité du crédit et actualisant les flux de trésorerie à la date d'évaluation. Dans le cas des dérivés en position débitrice, une courbe ajustée en fonction de la qualité du crédit pour les institutions financières est utilisée en vue de déterminer la valeur estimée, ajustée en fonction de la qualité du crédit, de chaque dérivé. Dans le cas des dérivés en position créditrice, une courbe ajustée en fonction de la qualité du crédit pour des sociétés représentatives est utilisée en vue de déterminer la valeur estimée, ajustée en fonction de la qualité du crédit, de chaque dérivé.

La juste valeur de nos dérivés liés aux capitaux propres se fonde sur le cours du marché des actions de catégories B sans droit de vote de RCI.

Les estimations de la juste valeur sont faites à un moment précis, à partir de renseignements pertinents à propos des marchés et des instruments financiers. En raison de leur nature, les estimations sont subjectives et comportent des incertitudes et des éléments pour lesquels un jugement doit être posé.

Nous présentons une hiérarchisation sur trois niveaux qui tient compte de l'importance des données utilisées pour réaliser les évaluations à la juste valeur :

- La juste valeur des actifs et passifs financiers classés au niveau 1 est établie en fonction des prix cotés sur des marchés actifs pour des actifs et passifs identiques.
- Les actifs et passifs financiers classés dans le niveau 2 comprennent les évaluations établies à l'aide de données du marché directement ou indirectement observables autres que les prix cotés.
- Les évaluations de niveau 3 sont établies à partir de données autres que des données du marché observables.

Au 31 mars 2014 et au 31 décembre 2013, aucun instrument financier significatif n'avait été classé dans le niveau 3.

Le tableau ci-dessous propose, selon la méthode d'évaluation, une analyse des instruments financiers comptabilisés à la juste valeur au 31 mars 2014 et au 31 décembre 2013 :

	Valeur comptable		Évaluation de la juste valeur à la date de présentation de l'information financière			
			Niveau 1		Niveau 2	
	31 mars 2014	31 décembre 2013	31 mars 2014	31 décembre 2013	31 mars 2014	31 décembre 2013
Actifs financiers						
Disponibles à la vente, évalués à la juste valeur						
Placements dans des sociétés ouvertes	949 \$	809 \$	949 \$	809 \$	– \$	– \$
Détenus à des fins de transaction						
Dérivés liés à la dette comptabilisés comme des couvertures de flux de trésorerie	361	184	–	–	361	184
Dérivés liés aux dépenses comptabilisés comme des couvertures de flux de trésorerie	54	37	–	–	54	37
	1 364 \$	1 030 \$	949 \$	809 \$	415 \$	221 \$
Passifs financiers						
Détenus à des fins de transaction						
Dérivés liés à la dette comptabilisés comme des couvertures de flux de trésorerie	46 \$	133 \$	– \$	– \$	46 \$	133 \$
Dérivés liés aux capitaux propres non comptabilisés comme des couvertures de flux de trésorerie	26	13	–	–	26	13
	72 \$	146 \$	– \$	– \$	72 \$	146 \$

Notre dette à long terme est initialement évaluée à la juste valeur, puis au coût amorti à l'aide de la méthode du taux d'intérêt effectif, comme il est présenté dans le tableau suivant :

	31 mars 2014		31 décembre 2013	
	Valeur comptable	Juste valeur ¹	Valeur comptable	Juste valeur ¹
Dette à long terme (y compris la partie courante)	14 454 \$	15 926 \$	13 343 \$	14 463 \$

¹ La dette à long terme (y compris la partie courante) est évaluée selon les données de niveau 2 de la hiérarchie des justes valeurs qui compte trois niveaux, selon les rendements du marché estimés à la clôture de la période.

Nous n'avons aucun actif financier non dérivé détenu jusqu'à l'échéance au 31 mars 2014 et au 31 décembre 2013.

NOTE 14 : CAPITAUX PROPRES

Dividendes

En février 2014, le conseil d'administration a approuvé une augmentation du dividende annualisé qui est passé de 1,74 \$ à 1,83 \$ par action de catégorie A avec droit de vote et par action de catégorie B sans droit de vote. Le dividende sera payé sous forme de versements trimestriels de 0,4575 \$ par action. Ce dividende trimestriel ne sera payable qu'après avoir été déclaré par le conseil d'administration et au moment choisi par lui et rien ne donne droit à un dividende avant qu'il ne soit déclaré.

En 2014, nous avons déclaré et payé les dividendes suivants sur nos actions de catégorie A avec droit de vote et nos actions de catégorie B sans droit de vote en circulation :

Date de déclaration	Date de paiement	Dividende par action
Le 12 février 2014	Le 4 avril 2014	0,4575 \$

Offre publique de rachat dans le cours normal des activités

En février 2014, nous avons renouvelé notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités. Au cours de la période de douze mois commençant le 25 février 2014 et se terminant le 24 février 2015, nous pouvons racheter, par l'intermédiaire de la TSX, de la NYSE ou d'un autre système de négociation, jusqu'à 35,8 millions d'actions de catégorie B sans droit de vote, soit environ 10 % des actions de catégorie B sans droit de vote alors émises et en circulation, ou le nombre d'actions de catégorie B sans droit de vote pouvant être rachetées dans le cadre de l'offre publique pour un prix de rachat total de 500 millions de dollars, selon le moins élevé de ces nombres. Nous déterminerons le nombre réel d'actions de catégorie B sans droit de vote devant être rachetées, le cas échéant, ainsi que le moment de ces rachats en tenant compte des conditions du marché, du cours des actions, de notre situation de trésorerie et d'autres facteurs.

Nous n'avons racheté aucune action à des fins d'annulation au cours des trimestres clos les 31 mars 2014 et 2013.

NOTE 15 : RÉMUNÉRATION FONDÉE SUR DES ACTIONS

Le tableau qui suit présente un résumé de la charge (du recouvrement) au titre de la rémunération fondée sur des actions, qui est incluse dans les charges relatives aux salaires et aux avantages du personnel :

	Note	Trimestres clos les 31 mars	
		2014	2013
Options sur actions		(11) \$	46 \$
Unités d'actions de négociation restreinte		6	16
Unités d'actions différées		(1)	5
Incidence des dérivés liés aux capitaux propres, déduction faite des intérêts reçus	13	11	(9)
		5 \$	58 \$

Au cours du trimestre clos le 31 mars 2014, un montant de 38 millions de dollars (68 millions de dollars en 2013) a été versé aux porteurs d'options sur actions, d'unités d'actions de négociation restreinte et d'unités d'actions différées à la date d'exercice, selon le mode de règlement en trésorerie.

Options sur actions*Sommaire des options sur actions*

Le tableau qui suit présente un résumé des régimes d'options sur actions, lesquelles comprennent les options liées à la performance :

	Trimestres clos le 31 mars 2014	
	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré
En circulation au 31 décembre 2013	6 368 403	37,39 \$
Attribution	727 760	42,85
Exercice	(816 219)	33,48
Renonciation	(5 045)	37,13
En circulation au 31 mars 2014	6 274 899	38,53 \$
Exerçables au 31 mars 2014	3 800 091	35,53 \$

Au cours du trimestre clos le 31 mars 2014, nous avons attribué 727 760 options liées à la performance à certains hauts dirigeants.

Unités d'actions de négociation restreinte

Le tableau qui suit présente un sommaire des unités d'actions de négociation restreinte en circulation, y compris les unités d'actions de négociation restreinte liées à la performance :

	Trimestre clos le 31 mars 2014
	Nombre d'unités
En circulation à l'ouverture de la période	2 472 390
Attribution	1 069 661
Exercice	(689 542)
Renonciation	(15 185)
En circulation à la clôture de la période	2 837 324

Au cours du trimestre clos le 31 mars 2014, nous avons attribué 222 800 unités d'actions de négociation restreinte liées à la performance à certains hauts dirigeants.

NOTE 16 : TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES**Transactions avec les principaux dirigeants**

Nous avons conclu des transactions avec des sociétés dont les associés ou les hauts dirigeants sont des administrateurs de Rogers, notamment :

- le président du conseil et chef de la direction d'une société qui reçoit des commissions versées sur les primes d'assurance;
- le président du conseil non membre de la direction d'un cabinet d'avocats qui offre une portion négligeable de nos services juridiques;
- le président d'une entreprise qui offre des services d'impression.

Ces transactions sont inscrites au montant convenu par les parties liées et sont examinées par le comité d'audit.

	Trimestres clos les 31 mars	
	2014	2013
Paiement au titre de services d'impression et de services juridiques et commissions versées sur les primes d'assurance	10 \$	9 \$

Actionnaire détenant le contrôle

Nous avons également conclu certaines transactions avec notre actionnaire détenant le contrôle ultime et avec des sociétés contrôlées par celui-ci. Ces transactions sont assujetties à des ententes formelles approuvées par le comité d'audit. Les montants totaux reçus de ces parties liées ou versés à celles-ci au cours des trimestres clos les 31 mars 2014 et 2013 ont été inférieurs à 1 million de dollars.

NOTE 17 : PASSIFS ÉVENTUELS

Frais d'accès au système – Saskatchewan

En 2004, un recours collectif a été intenté contre des fournisseurs de services de communications sans fil au Canada en vertu de la *Class Actions Act* de la Saskatchewan. Le recours collectif avait trait aux frais d'accès au système facturés par les fournisseurs de services sans fil auprès de certains de leurs clients. Les demandeurs exigent des remboursements en dommages de droit et en dommages punitifs, à savoir le remboursement de tous les frais d'accès au système déboursés.

En 2007, la Cour de la Saskatchewan a accueilli la proposition des demandeurs afin que la poursuite soit autorisée à titre de recours collectif avec option d'adhésion à l'échelle nationale dans le cadre duquel les clients concernés hors de la Saskatchewan doivent prendre des mesures précises pour prendre part aux procédures. En 2008, la requête de la Société visant une suspension de la poursuite en vertu de la clause d'arbitrage incluse dans les contrats de service sans fil a été acceptée. La Cour de la Saskatchewan a déclaré que son ordonnance visant l'autorisation de la poursuite exclurait du recours collectif les clients liés par une clause d'arbitrage.

Nous avons interjeté appel de la décision de 2007 portant sur l'autorisation, toutefois l'autorisation d'en appeler auprès de la Cour suprême du Canada a été refusée.

En 2012, les demandeurs ont présenté une autre demande pour prolonger la période d'appel de la décision de la Cour de la Saskatchewan quant à l'option d'adhésion. En mars 2013, la Cour d'appel de la Saskatchewan a rejeté la demande.

En août 2009, les avocats des demandeurs ont entrepris une deuxième poursuite en vertu de la *Class Actions Act* de la Saskatchewan au motif des mêmes allégations que dans la poursuite initiale. Si la demande est acceptée, cette deuxième poursuite serait une poursuite d'« option de refus ». En 2009, la Cour a ordonné la suspension conditionnelle de la deuxième poursuite parce que celle-ci constituait un abus de procédure.

En avril 2013, les demandeurs ont déposé une demande d'ordonnance pour que la deuxième poursuite visant les frais d'accès au système soit autorisée à aller de l'avant. En août 2013, la Cour a rejeté la demande de prolongation et la deuxième poursuite demeure assujettie à une suspension conditionnelle. En décembre 2013, les demandeurs ont déposé une demande leur permettant de modifier la demande introductive d'instance pour présenter de nouveau les réclamations faisant l'objet de la poursuite dont la Cour, dans le cadre de sa décision de 2007 portant sur l'autorisation, n'avait pas autorisé la poursuite. En mars 2014, la Cour a rejeté la demande. Aucune provision n'a été comptabilisée à l'égard de cette éventualité.

L'issue de l'ensemble des poursuites et réclamations intentées contre la Société, y compris celle des cas précités, dépend de leur règlement futur, notamment des incertitudes inhérentes aux litiges. À la lumière de l'information dont nous disposons actuellement, nous sommes d'avis qu'il ne soit pas probable que le règlement final de ces poursuites et réclamations, prises séparément ou dans leur ensemble, ait une incidence défavorable importante sur la situation financière consolidée ou sur les résultats consolidés des activités de la Société. Si l'éventualité de notre responsabilité devenait envisageable, nous comptabiliserions une provision dans la période au cours de laquelle le changement d'éventualité surviendrait et une telle provision serait significative en regard de notre situation financière et de nos résultats opérationnels consolidés.